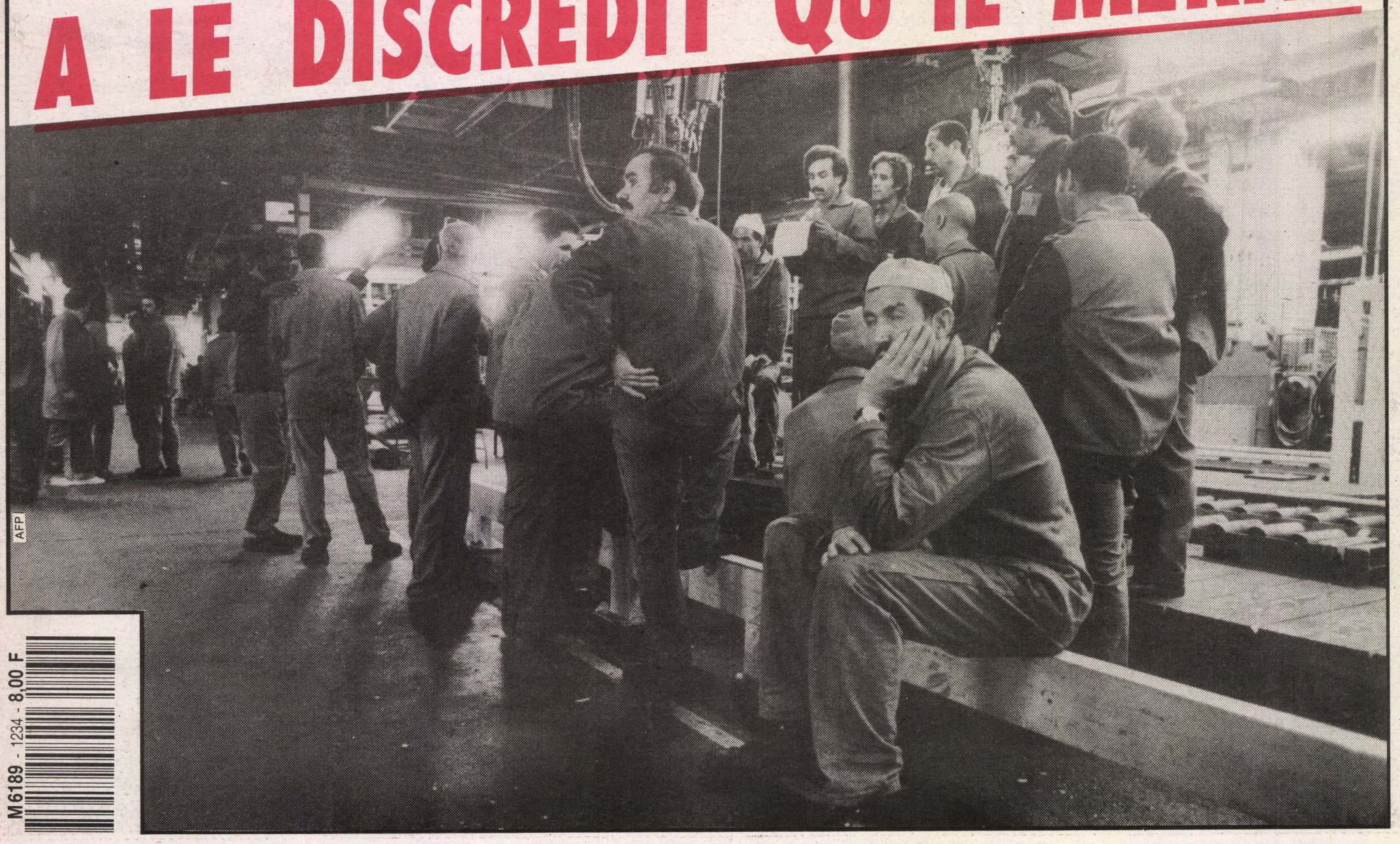
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 234 - 21 février 1992 - prix : 8 F

Gouvernement de gauche, mais politique de droite :

A GOUVERNER CONTRE LES TRAVAILLEURS LE PARTI SOCIALISTE A LE DISCRÉDIT QU'IL MÉRITE



AFP

M 6189 - 1234 - 8,00 F

Gouvernement de gauche, mais politique de droite :

A GOUVERNER CONTRE LES TRAVAILLEURS LE PARTI SOCIALISTE A LE DISCREDIT QU'IL MERITE

A l'approche des élections régionales et cantonales, les dernières élections partielles montrent une chute considérable des voix du Parti Socialiste.

D'après les sondages cette chute profiterait en général aux écologistes et dans une moindre mesure au Front National. Les voix du Parti Communiste, elles, se maintiendraient plutôt après leur chute de toutes ces dernières années.

Ce qui est sûr, c'est que l'électorat de gauche n'a plus d'illusions sur ce prétendu Parti Socialiste qu'il a porté au gouvernement il y a onze ans.

Car le Parti Socialiste au gouvernement a fait beaucoup de mal. Jamais il n'a mené une politique en faveur des travailleurs. Tout au contraire. Il s'est empressé de bloquer les salaires et de diminuer les prestations sociales.

Aujourd'hui, le gouvernement se vante d'avoir instauré ce malheureux RMI pour les plus pauvres. Mais il ne l'a fait qu'après avoir diminué beaucoup plus les indemnités de chômage comme la durée de ces indemnités. Et en dix ans, le chômage lui-même s'est aggravé parce que le gouvernement socialiste, au lieu d'utiliser ses pouvoirs pour protéger les travailleurs, a autorisé toutes les vagues de licenciements des grosses entreprises, y compris nationalisées.

Dans le même temps, l'argent de l'Etat, c'est-à-dire celui de nos impôts, a servi à faire la charité non pas aux plus malheureux, pas du tout, mais aux plus riches, aux actionnaires des grands empires industriels et financiers à qui on a versé des milliards et des milliards. D'abord en leur rachetant à prix d'or des entreprises qui faisaient des pertes, puis une seconde fois en reprivatisant, c'est-à-dire en leur bradant les secteurs qui faisaient des profits, sans parler des subventions en tous genres, et des dégrèvements d'impôts et de charges sociales.

Dans tous les domaines, le Parti Socialiste a mené une politique de droite, une politique anti-populaire que la droite elle-même n'aurait pas osé mener de crainte de réactions de la part des ouvriers. En reniant toutes ses promesses, en menant cette politique de droite, le Parti Socialiste a porté atteinte aux idées de gauche, les a discréditées et, comme bien souvent dans son histoire, a fait le lit de la droite.

Car ce n'est pas parce que le Parti Socialiste s'est mis servilement au service des intérêts directs du patronat, des boursicoteurs et des riches, que tout ce beau monde lui en est reconnaissant. Ce n'est pas parce que le gouvernement d'Edith Cresson vient d'offrir royalement des milliards de déductions d'impôts à tous ceux qui peuvent s'offrir une bonne, une nourrice à la maison ou pourquoi pas un chauffeur... que tous ces messieurs-dames vont voter socialiste pour autant. Les socialistes ne récolteront qu'un peu plus de mépris de la part des petits ou grands bourgeois, et beaucoup d'amertume chez les gens du peuple qui avaient cru en eux. Non, le Parti Socialiste n'a pas mené une politique de gauche au gouvernement. Ce qui a fait faillite, ce n'est pas la politique de gauche que les socialistes n'ont jamais menée. C'est au contraire cette politique de droite qu'ils nous ont fait subir depuis onze ans et qui n'a abouti qu'à plus de chômage et de pauvreté tout en permettant à une minorité de privilégiés de piller l'ensemble de la société.

Seulement, du côté des électeurs de gauche, c'est-à-dire de la majorité des travailleurs, nombreux sont ceux qui ont gardé leurs convictions, et qui sont prêts à les exprimer, à la fois contre les démagogues de droite et d'extrême-droite, et contre ces socialistes indignes des voix des travailleurs.

C'est pour cette raison que Lutte Ouvrière, l'organisation d'Arlette Laguiller, a décidé de présenter des candidats dans une trentaine de départements lors des prochaines élections régionales, des candidats qui, eux, n'ont jamais changé d'opinion ni viré de bord !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

SOUSCRIVEZ POUR LES LISTES DE LUTTE OUVRIERE

La souscription pour le soutien aux listes Lutte Ouvrière est lancée... Alors merci d'avance de votre contribution !
Chèques bancaires à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virements à notre CCP :
Lutte Ouvrière
CCP 3117586 W - LA SOURCE.

Pour les Régionales du 22 mars

LES LISTES DE LUTTE OUVRIERE

Lutte Ouvrière présente des candidats aux élections régionales dans 30 départements. Cet effort important correspond à une volonté politique : il s'agit pour nous de faire le maximum, pour nous adresser à l'électorat populaire, celui qui en 1981 a placé les dirigeants du PS au sommet de l'Etat.

Aujourd'hui, onze ans plus tard, cet électorat est déçu, désorienté. Non seulement le PS n'a pas su, dans cette longue période de crise économique et monétaire, préserver les intérêts des travailleurs, mais il a mené très exactement la politique de la droite. Sous prétexte d'aider les entreprises, il a donné des milliards au patronat, sous toutes les formes possibles : dégrèvements d'impôt, subventions directes, rachats d'entreprises puis reprivatisation partielle ou totale, possibilité de licencier, de recourir au travail précaire, de jouer sur les horaires, démantèlement des protections sociales, etc. Ni Giscard d'Estaing, ni Chirac, ni Barre n'auraient fait mieux.

Le Parti Socialiste au pouvoir a découvert, paraît-il, le réalisme, il a acquis ce que certains journalistes ont appelé la "culture du pouvoir". En fait, le PS au pouvoir a fait, comme tant de fois dans le passé, le contraire de ce pour quoi il avait été élu.

Ce faisant, il a déconsidéré les idées de gauche, lié les mains des travailleurs, écœuré son électorat. Aujourd'hui, au bout du compte, c'est lui-même, en tant que parti de gouvernement, qui se trouve au bord du gouffre. Les sondages ne donnent pas cher de son avenir. La droite, même divisée, aussi peu crédible soit-elle, voit la route du pouvoir se rouvrir devant elle. Et en prime, si l'on peut dire, la société aura hérité d'un fort parti d'extrême-droite qui ne cesse de progresser électoralement.

Les candidats de Lutte Ouvrière sont tous des salariés, chômeurs ou retraités, des gens du peuple, qui ont en commun la conviction qu'une autre politique, une autre société sont possibles. Que la faillite de la gauche officielle n'enlève rien à la nécessité vitale de changer de cap. L'argent de l'Etat, c'est-à-dire l'argent de tous, doit servir à tous et non à une minorité de privilégiés. Il doit servir non à soutenir les patrons qui de toute façon ne l'investissent pas dans la production, mais le jouent dans la spéculation financière, il doit servir au bien public : à créer des habitations populaires, à assurer la sécurité dans les transports publics qui deviennent dangereux, entre autres, par manque de personnel, à embaucher des enseignants, des infirmières, des postiers ; à empêcher que les services publics soient victimes de la politique d'économies de l'Etat. Et si le budget de l'Etat ne suffit plus, eh bien il faudra prendre l'argent là où le gouvernement socialiste n'a pas osé le prendre, dans la poche des riches, des spéculateurs, des privilégiés de l'argent-roi.

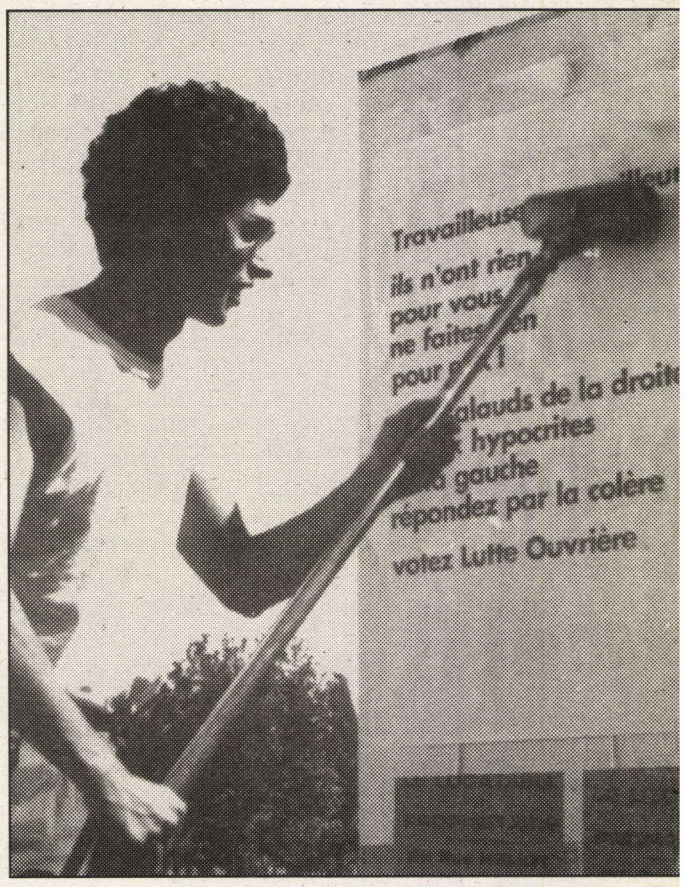
Voilà ce que pensent les candidats de Lutte Ouvrière. Et c'est pour dire cela qu'ils seront présents le 22 mars prochain dans la campagne des Régionales.

Nos listes reflètent la situation des salariés de ce pays. Elles comportent des ouvriers, des techniciens, des employés, des infirmières et des aides-soignantes, des enseignants, des chômeurs, des étudiants, des mères au foyer et des retraités ou pré-retraités. Les femmes, qui sont les premières victimes de la crise, représentent 43% de nos candidats.

Voici les candidats qui conduisent les listes de Lutte Ouvrière dans les régions et départements où nous serons présents.

Nous comptons sur vous, amis, sympathisants et lecteurs, pour nous aider et nous soutenir dans cette campagne.

LO



Notre prochain

MEETING de Lutte Ouvrière

Vendredi 13 Mars à 20 h 30

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor
75005 Paris
Métro :
Maubert-Mutualité

REGION ILE-DE-FRANCE
Ville de Paris : Chantal CAUQUIL, *42 ans, employée d'assurances.*
Seine-et-Marne : Daniel LIOUBOWNY, 40 ans, mécanicien-monteur.
Yvelines : Daniel BENARD, 49 ans, mécanicien d'entretien.
Essonne : Yves THORAVAL, *55 ans, préparateur en fabrication.*
Hauts-de-Seine : Michel BRETON, *44 ans, agent technique.*
Seine-Saint-Denis : Jean-Louis GAILLARD, *47 ans, ouvrier de la chimie.*
Val-de-Marne : Serge FRANCESCHINA, *44 ans, ouvrier de la chimie.*
Val-d'Oise : Patrice CRUNIL, *38 ans, ouvrier-fraiseur.*

AQUITAINE
Gironde : Gérard BARTHELEMY, *52 ans, employé hospitalier.*

BOURGOGNE
Côte-d'Or : Jacqueline LAMBERT, *50 ans, ouvrière en électronique.*
Saône-et-Loire : Marie-Thérèse DEROCHE, *40 ans, ouvrière métallurgiste.*

BRETAGNE
Côtes-d'Armor : Martial COLLET, *32 ans, ouvrier métallurgiste.*
Ille-et-Vilaine : Raymond MADEC, *41 ans, infirmier.*

CENTRE
Cher : Colette CORDAT, *39 ans, infirmière.*
Indre-et-Loire : Jean-Jacques PRODHOMME, *38 ans, ouvrier électricien.*
Loiret : Christiane HAUCHERE, *43 ans, employée Chèques Postaux.*

FRANCHE-COMTE
Doubs : Christian DRIANO, *41 ans, ouvrier ajusteur aux usines Peugeot de Sochaux, conseiller municipal de Montbéliard.*
Terr. de Belfort : Gérard BELOT, *43 ans, ouvrier professionnel.*

HAUTE-NORMANDIE
Seine-Maritime : Gisèle LAPEYRE, *41 ans, laborantine.*

LIMOUSIN
Haute-Vienne : Claudine ROUSSIE, *41 ans, infirmière.*

MIDI-PYRENEES
Haute-Garonne : Anne-Marie LAFLORENTIE, *43 ans, employée de bureau.*

REGION NORD
Départ. du Nord : Nicole BAUDRIN, *39 ans, sage-femme.*

PAYS DE LA LOIRE
Loire-Atlantique : Marie-France BELIN, *48 ans, employée.*
Maine-et-Loire : Marie-Louise DUPAS, *42 ans, infirmière (liste soutenue par la Ligue Communiste Révolutionnaire).*

PICARDIE
Oise : Roland SZPIRKO, *46 ans, ouvrier dans la construction automobile, conseiller municipal à Creil.*

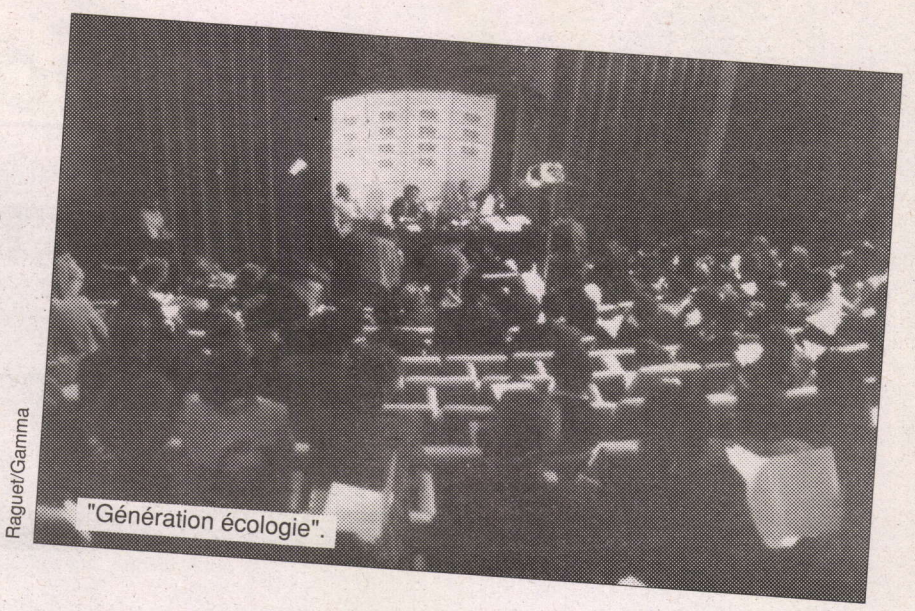
POITOU-CHARENTES
Charente : Michel DEBŒUF, *43 ans, ouvrier métallurgiste.*

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
Bouches-du-Rhône : Patrick GRENIER, *36 ans, ouvrier électricien.*

RHONE-ALPES
Isère : Roland CALMEL, *47 ans, ouvrier de la chimie.*
Loire : André MOULIN, *43 ans, employé.*
Rhône : Marie-Christine PERNIN, *40 ans, laborantine.*

"Les Verts".

Elections régionales


Raguet/Gamma
"Génération écologie".

UN CHOC DE VERTS

Si l'on en croit les son-ages et si l'on ajoute les cores de chacune des eux tendances qui se evendiquent de cette éti-uette, les écologistes pro-resseraient nettement ans les prochaines élec-ons régionales. Car resque partout, il y aura, les choses ne changent as d'ici là, deux listes colos, l'une se réclamant es Verts, le mouvement e Waechter, l'autre intitu-e "Génération Ecologie", ée à Brice Lalonde, actuel ministre de Environnement du gou-vernement Cresson, après l'avoir été dans le gouvernement Rocard.

La compétition, au moins au plan national, entre les têtes de file des deux mouvements rivaux n'a rien de fraternelle, même si au plan local il y a des alliances ou des arrangements entre Verts de pure obédience et écologistes de la "génération" Lalonde. Les Verts de Waechter se déclarent opposés à toute alliance avec "Génération Ecologie", et les représentants de ces derniers proposent l'union, histoire de démontrer que ce sont les autres qui sont d'affreux diviseurs.

Bien malin qui pourrait dire ce qui sépare les deux branches écologistes. En tout cas rien qui ait rapport de près ou de loin avec la défense de la nature et de l'environnement. En fait il s'agit d'une compétition purement politicienne.

Le créneau choisi par Waechter et ses partisans est connu, il n'est pas nouveau. Il se réclame du principe "d'autonomie" des Verts, qui se résume par la règle "ni gauche, ni droite". Ce qui, derrière l'apparente rigueur de la formule, laisse la porte ouverte à toutes les combinaisons futures... à gauche, ou à droite.

On peut penser que l'opération entreprise par Brice Lalonde a pour but de couvrir le PS en difficulté. Il s'agirait alors de récupérer des voix d'électeurs socialistes, mécontents, pour ensuite les comptabiliser au crédit du PS. Ce vert-là aurait des reflets roses.

A moins que cela ne soit l'inverse, et que Lalonde, sentant s'enfoncer le bateau dans lequel il a embarqué, le quitte, change d'environnement et vogue vers d'autres horizons. C'est dans la nature des choses.

Waechter et les siens, Lalonde et ses amis peuvent peut-être s'y retrouver, à terme, dans ce jeu politicien. Mais en tout cas une tourterelle aura du mal à y reconnaître ses petits, et les électeurs leurs aspirations. Ceux qui auront cru opter pour la défense de la nature, seront peut-être les moins déçus, encore qu'ils risquent de voir leurs voix utilisées dans des marchandages électoraux ou politiques qu'ils n'auront pas prévus ou voulus. Mais ceux qui croient, en votant écologiste, exprimer un refus de la politique politicienne ou faire un geste de protestation contre la politique du gouvernement socialiste, qui serait interprété comme une prise de position qui reste quand même de gauche, ceux-là risquent d'être les dindons de la farce.

Jean-Pierre VIAL

CHARASSE ET LES JESUITES

AFP

Charasse a eu une révéla-on... laïque. Il n'avait pourtant pé mot quand le gouverne-ent "socialiste" capitulait evant les tenants de l'école ivée (et à 90% religieuse), il avait rien trouvé à redire and son gouvernement avait nterré religieusement l'ancien inistre socialiste, Hernu... Eh en, ce même Charasse n'a s voulu se rendre à la cathé-rale de Rouen pour les sèques d'un responsable des ouanes, une administration nt il a la tutelle en tant que inistre du Budget.

"N'étant pas croyant, je ne is jamais à l'église", a dit harasse, qui a tenu à ce que cela se sache. Qu'il soit incroyant et n'aille jamais à l'église - si c'est vrai - ce n'est certes pas nous qui le lui reprocherions. Mais qu'il s'en "souvienne" aujourd'hui s'explique évidemment par l'approche des élections.

Charasse, qui conduit en Auvergne la liste du PS aux élections régionales, a dû se dire qu'il fallait bien trouver de quoi redonner la foi aux électeurs socialistes; quand ceux-ci boudent un parti dit socialiste qui, depuis plus de dix ans, mène une politique que rien ne distingue de celle de la droite.

Depuis qu'ils sont aux affaires, gouvernement et Parti Socialiste se sont conformés de la façon la plus plate, non seulement à tout ce que la bourgeoisie désirait, mais aux préjugés et croyances, réels ou affichés, des nantis qu'ils servent si bien. Par exemple, en jetant par-dessus bord cette laïcité qui n'est certes pas révolutionnaire, mais qui garde un parfum quelque peu radical parce qu'elle évoque la vieille lutte des "républicains" contre les "calotins" de tout acabit.

Cela étant, il a suffi de cet accès laïc tardif d'un Charasse pour déclencher un vrai tollé d'imbécillités réactionnaires. La presse n'a pas manqué à l'appel. *Le Figaro*, évidemment, le 17 février, y est allé d'un éditorial titré *"Intolérance"* et affirmant que *"M. Charasse se moque des convictions du défunt (et) nous ramène au début du siècle : la loi sur les congrégations, la fermeture de 2 500 écoles religieuses. (...). M. Charasse, du coup, apparaît comme un vestige (...). Il y a de la haine et de l'intolérance dans l'air du temps. M. Charasse est peut-être bien plus moderne qu'on le croit (avec sa) vieille intransigeance laïque"* ...

Mais c'est *Le Monde* qui décroche la palme du jésuitisme, en décernant cauteleusement à Charasse, *"la médaille d'or de la laïcité"* et en reprenant, sans commentaires, les propos de l'archevêché de Rouen, dénonçant *"l'intransigeance"* du ministre. *Le Monde*, qui se targue d'"objectivité", n'a pas jugé bon de rappeler, en matière d'intolérance, comment les Eglises se comportent, vis-à-vis de films qui leur déplaisent, ou bien de la contraception et de l'avortement, par exemple. Il préfère invoquer *"l'entorse à la tradition républicaine* (que constitue) *l'attitude de M. Charasse"* et feint de se demander ce *"que dirait* (Charasse) *d'un ministre de confession catholique qui refuserait de participer aux obsèques religieuses d'un fonctionnaire d'une autre confession ?"*.

Qu'en termes hypocrites ces choses-là sont dites... Non contents de prier à genoux, ces gens-là voudraient, au nom de la "tolérance", forcer les athées à se prosterner devant les autels !

P. L.

AFP

Une époque formidable

Coups d'épée dans l'eau

Nestlé, aidé de la banque Indosuez, a lancé une OPA (offre publique d'achat) en Bourse en vue de racheter Perrier. La société Perrier est détenue aujourd'hui à 35 % par la société Exor et par la Société Générale. Un de leurs alliés, Saint-Louis, a racheté en début d'année 13,8 % de Perrier. Mais auparavant, en novembre, le groupe Agnelli, par l'intermédiaire de sa filiale luxembourgeoise Ifint, avait lancé une OPA sur Exor, la société-mère de Perrier. Mais n'oublions pas que Nestlé a demandé l'annulation de la vente ou le gel des droits de vote des actions achetées par Saint-Louis, que Nestlé a maintenant 90 % de la société Vittel, et que le tribunal de Nîmes doit décider si les actions Perrier détenues par Exor et la Société Générale doivent être gelées.

On savait déjà que "Perrier c'est fou"... Mais la bulle financière qui gonfle, ça touche au délire.

Le tarif des bavures

En mars 1991, quatre policiers de Los Angeles avaient été filmés en train de tabasser un chauffeur de taxi noir. Résultat pour celui-ci : jambe cassée, une douzaine de fractures à la tête et les dents pulvérisées. Le chauffeur de taxi a même dû subir une intervention chirurgicale pour enlever le gravier incrusté dans son visage : les flics l'avaient traîné sur la chaussée, les mains attachées dans le dos.

Récemment, un autre film-vidéo, présenté sur une chaîne câblée, montrait un chien policier, attaquant sauvagement un jeune Noir de 14 ans et lui déchiquetant le mollet sous les yeux complaisants des policiers.

Chaque année, plus de 600 plaintes sont déposées contre la police de Los Angeles, et la ville a dû verser l'an dernier près de 10 millions de dollars (50 millions de francs) en dommages et intérêts pour brutalités. Et voilà comment les contribuables payent... pour permettre à quelques flics de laisser libre cours à leur sadisme !

Production de chômeurs

Le taux de chômage aux Etats-Unis atteignait en janvier 7,1 % de la population active ; soit, comme en décembre 1991, 8,9 millions de chômeurs. C'est le niveau le plus élevé depuis janvier 1984. Qui disait que l'économie américaine était en panne ? Elle fabrique maintenant des "nouveaux pauvres" à la pelle...

Heureusement qu'il y avait des limites

En mai 1991, suite à la guerre contre l'Irak, le président Bush avait proposé de limiter la vente d'armes vers le Proche-Orient.

Depuis cette belle déclaration, entre mai et décembre 1991, les Etats-Unis ont exporté pour 6 milliards de dollars d'armes au Proche-Orient. En 17 mois, entre le 2 août 1990 (invasion du Koweït par l'Irak) et le 31 décembre 1991, les ventes d'armes américaines dans cette région ont atteint un total de 19 milliards de dollars.

Avec des "limitations" comme ça, les fabricants d'armes vont devoir agrandir leurs coffres-forts

***"Le communisme est la seule idée progressiste de notre temps... et le seul avenir possible pour notre planète"* : telle était la conclusion d'Arlette Laguiller pour le meeting de Lutte Ouvrière, le 14 février, salle de la Mutualité à Paris sur le thème *"Le communisme est toujours l'avenir du monde"*. Un meeting qui a fait salle comble.**

Comme quoi, contrairement à ce que nous assènent quotidiennement presse et télés, les idées communistes sont loin d'être mortes !

Nous publierons, prochainement en brochure, le texte de ce meeting.

Guadeloupe

UNE CAMARADE DE COMBAT OUVRIER VICTIME D'UNE TENTATIVE D'ASSASSINAT

PH. LO

Notre camarade Lita Dahomay, militante de l'organisation trotskyste Combat Ouvrier en Guadeloupe, a été l'objet d'une tentative d'assassinat.

Voici des extraits de l'article de l'hebdomadaire *Combat Ouvrier*, qui relate les faits ; à tous les témoignages de solidarité et de sympahie pour Lita, nous ajoutons bien sûr ceux de tous les camarades de *Lutte Ouvrière*.

"Lundi 10 février, dans la soirée, notre camarade Lita Dahomay a été victime d'une lâche agression. Atteinte de plusieurs coups de feu, elle a été blessée au ventre, au visage et au bras.

Opérée dans la matinée du 11 février, ses jours ne sont pas en danger. Elle est, au moment où nous écrivons, hospitalisée.

Manifestement, il s'agissait d'une tentative d'assassinat. Selon les propos tenus par l'agresseur, il faut mettre cette agression en rapport avec l'action que mène notre camarade dans la région de Sainte-Rose depuis plusieurs années.

Lita Dahomay se bat aux côté des gens les plus pauvres : des occupants de terres de la région : ceux de Conodor, Belle-Plaine... Et récemment, elle a soutenu l'action des gens qui, ayant perdu leur maison pendant le cyclone Hugo, occupaient des logements.

Ces deux actions ont abouti à une avancée significative pour ceux qui la menaient. La Safer, après bien des années de luttes des occupants, a enfin accepté de vendre ces terres occupées à un prix abordable pour les occupants, et des logements sont prévus pour les occupants de Sainte-Marie.

Ce succès des pauvres ne plaît pas à tout le monde. Il déplaît à certains de voir que des démunis, des laissés-pour-compte ont réussi à se faire respecter et à obtenir satisfaction sur leurs revendications.

Cette agression a ému la population, tant ceux qui connaissent Lita que les autres. Les témoignages de solidarité et de sympathie nous sont parvenus, nombreux, à transmettre à Lita, et aussi à tous nos camarades. Les travailleurs de Sainte-Rose en particulier ont eu du mal devant nous à cacher leur émotion, d'où perçait aussi une colère sourde contre celui ou ceux qui ont agressé notre camarade.

Ce mauvais coup n'affectera en rien évidemment la détermination des militants de Combat Ouvrier à se battre aux côtés des pauvres et des travailleurs, bien au contraire."

Etudiants et lycéens manifestent

JOSPIN, RAS-LE-BOL !

Ils étaient plusieurs milliers d'étudiants, suivis d'un cortège de lycéens, moins nombreux mais plus remuants, à manifester à Paris, mardi 18 février, contre le projet de réforme de l'enseignement des universités et lycées du ministre de l'Education, Lionel Jospin.

Le ministre socialiste qui, pendant le mouvement de 1986, se flattait de réunir chaque matin autour d'un café crème les dirigeants étudiants de l'UNEF(ID) (le syndicat étudiant proche du PS) pour discuter avec eux de la lutte contre la loi Devaquet, proclame aujourd'hui que, si les étudiants et lycéens protestent, ce n'est que parce qu'ils sont mal informés du contenu réel de sa réforme à lui. Comme Devaquet à l'époque se disait incompris.

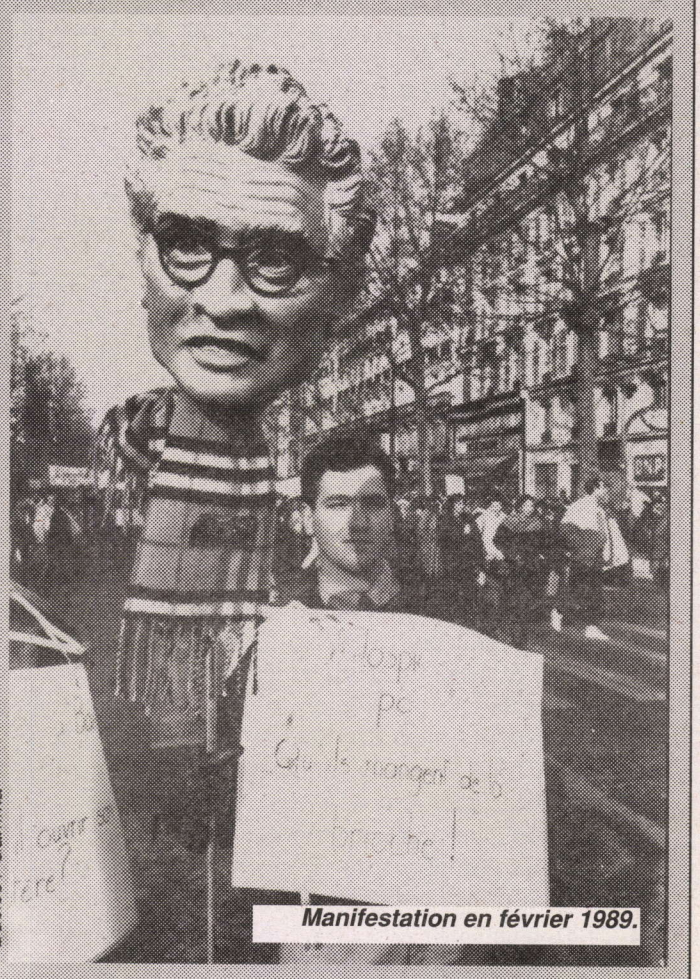
Mais même s'ils ne connaissent pas tous les détails du projet Jospin, les étudiants et lycéens qui protestent ont bien compris l'essentiel, à savoir que si le ministre se propose de réduire le nombre des filières différentes proposées dans le premier cycle des universités, de supprimer certains certificats dans les facultés, et surtout s'il prévoit de réduire le nombre d'heures d'enseignement dans un certain nombre d'enseignements de premier cycle (là où les étudiants sont de loin le plus nombreux), c'est tout bonnement pour faire des économies. Comme c'est pour faire des économies que, dans la réforme des lycées (réforme qui est, elle, déjà adoptée officiellement et devrait rentrer en vigueur à la rentrée scolaire prochaine) le ministère a décidé de supprimer certains enseignements ainsi que de supprimer la possibilité de suivre plusieurs options.

Contrairement à 1986, cette fois c'est essentiellement l'UNEF(SE), celui des syndicats étudiants dont la direction est proche du Parti Communiste, qui a pris l'initiative des manifestations. L'autre syndicat étudiant, l'UNEF(ID), dont la direction est proche du Parti Socialiste, ou plus précisément de certains courants du PS, avait, lui, commencé par souligner les aspects *"positifs"* de la réforme Jospin. Il ne s'est qu'ensuite rallié timidement au mouvement pour obtenir, dit-il, le report de la réforme afin qu'elle puisse être corrigée par la concertation avec les syndicats étudiants, et a appelé du bout des lèvres à la manifestation du 18. Ce qui ne veut pas dire qu'ici ou là on ne puisse pas voir les sections locales de l'UNEF(ID), pas toutes mariées avec la politique du PS, lutter aussi contre le projet Jospin.

En tout cas il s'est trouvé plusieurs milliers de jeunes, étudiants, et jeunes lycéens venus surtout des lycées de banlieue, pour répondre aux premiers appels. Il est envisagé de nouvelles manifestations en province et peut-être une manifestation nationale à Paris.

Le ras-le-bol des jeunes qui criaient dans la manifestation *"Jospin, ta réforme est bidon"* n'a peut-être pas fini de s'exprimer.

Olivier Belin.



Duclos / Gamma

Manifestation en février 1989.

UN MEDECIN EXPERT INCULPÉ POUR LA MORT D'AISSA IHICH

Le docteur Michel Pérol, médecin expert auprès des tribunaux a été inculpé d'homicide involontaire suite à la mort d'Aïssa Ihich, un jeune placé en garde à vue à la suite des incidents de la Cité du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie, en mai 1991.

Pendant la garde à vue, le père d'Aïssa s'était rendu au commissariat de Mantes-la-Jolie pour demander que lui soient donnés les médicaments dont il avait besoin pour soigner les crises d'asthme dont il souffrait depuis des années.

Mais il faut croire que pour les policiers, les soins médicaux sont une faveur qu'ils n'étaient pas prêts à concéder au prisonnier. Aïssa Ihich fut privé de médicaments. Stupidité, ou basse vengeance des policiers à l'égard d'un jeune du Val-Fourré ? Probablement les deux. Mais ce qui est sûr c'est qu'il se trouva un médecin, l'expert qui vient d'être inculpé, pour couvrir les policiers de son autorité en estimant que l'état de santé du prisonnier était *"compatible"* avec sa garde à vue et qu'il n'y avait donc pas lieu de lui réserver un traitement spécial.

Le lendemain, Aïssa Ihich était victime d'un malaise cardiaque. Transporté d'urgence à l'hôpital il devait y mourir peu après.

Pour une fois, la mort d'un homme suite à son passage dans un commissariat ne restera pas peut-être pas impunie. Encore que le médecin inculpé peut encore s'en tirer à bon compte et qu'à ce jour aucune mesure n'a été prise à l'encontre des policiers responsables.

Mais qu'on ne vienne pas nous dire que cette inculpation changera quoi que ce soit à la réalité du système. Elle n'empêchera pas les policiers de continuer à traiter les jeunes de banlieues comme des parias sans droit. Pas plus qu'elle n'empêchera les médecins experts attachés aux commissariats d'être solidaires des policiers avec lesquels ils travaillent en permanence, ne serait-ce que pour des raisons sociales et par esprit de corps, face aux prisonniers dont ils ont la responsabilité.

Tant ce système est pourri par les préjugés sociaux voire racistes.

F.R.

BLOQUÉ TRENTRE MOIS A L'AÉROPORT

Un homme d'origine irano-britannique, qui s'était fait voler ses papiers, s'est trouvé bloqué durant près de trente mois dans l'aéroport de Roissy, car les autorités ne savaient qu'en faire. Il y vivait de la charité.

Heureusement que la France n'a pas les moyens, sinon on l'aurait expédié sur la lune !

"BOAT PEOPLE" VERS PORTO RICO

Pour la deuxième fois en une semaine, un petit navire chargé d'émigrants clandestins venant de la République Dominicaine, fuyant la misère, a fait naufrage, en tentant de gagner l'île de Porto-Rico, dépendante des Etats-Unis. Huit femmes ont été retrouvées noyées, les vingt autres passagers ont disparu.

La semaine précédente, 27 personnes avaient été noyées dans les mêmes conditions, à la suite du naufrage d'une petite barque. Malgré les dangers, la surveillance des garde-côtes américains qui les pourchassent et les renvoient dans leur pays, et les prix exorbitants que demandent les passeurs clandestins, plus de 500 Dominicains tentent chaque semaine la traversée vers cette terre promise qui ne veut pas d'eux ; au risque d'y laisser leur peau.

Stevens/GAMMA

Bureau de l'ANPE à Paris.

GREVE CONTRE LES FAUSSAIRES DU GOUVERNEMENT

Les employés de l'ANPE devaient se mettre en grève pour 24 h le jeudi 20 février. Cela pour s'opposer aux nouvelles directives gouvernementales, destinées à radier plus facilement les chômeurs, et à ainsi "arranger" les statistiques. Ils refusent le rôle répressif qui leur est dévolu, et ils ont bien raison. Les chômeurs, comme les travailleurs en activité, ne peuvent qu'être solidaires.

Proche-Orient

LES "FAUCONS" À L'ŒUVRE EN ISRAËL ?

En l'espace de quelques jours, le Moyen-Orient a de nouveau franchi quelques pas sur une voie qu'il connait bien : celle de l'escalade militaire.

Le dimanche 16 février a commencé, au Liban sud, par deux raids d'avions israeliens contre des camps de réfugiés palestiniens et libanais, faisant au moins quatre morts et dix blessés, hommes, femmes ou enfants. Il s'est poursuivi l'après-midi par un troisième raid au cours duquel un des chefs du Hezbollah libanais pro-iranien, Cheikh Abbas Moussaoui, a été tué avec sa famille.

Montrer que la capacité de l'armée israélienne à frapper "où elle veut quand elle veut" n'est nullement affaiblie, c'est de toute évidence la démonstration qu'ont voulu donner ses chefs. L'armée avait été taxée par la presse de relâchement, deux jours plus tôt, lorsqu'un commando palestinien avait pu tuer trois soldats d'un camp d'entraînement, en plein coeur d'Israël, et s'en aller sans être inquiété.

Mais cette réaction semble s'inscrire dans un contexte plus politique. Le gouvernement israélien est affaibli depuis que, en janvier, deux ministres d'extrême-droite ont démissionné pour protester contre les "concessions" faites, selon eux, sous la pression des USA, dans les négociations israélo-arabes ouvertes après la conférence de Madrid. Sur le plan militaire, l'armée est accusée de mollesse face à l'"Intifada" des territoires occupés. Elle est aussi accusée d'incapacité à défendre le territoire depuis que durant la guerre du Golfe les dirigeants israéliens ont été convaincus de ne pas réagir aux attaques de "Scuds" irakiens et de s'en remettre à la protection des missiles "Patriot" américains.

Tout se passe donc comme si, pour répondre à ces critiques et aux pressions venues de l'extrême-droite, le gouvernement et l'armée étaient en train de s'affirmer, une fois de plus, comme des partisans de la manière forte. On peut d'ail-leurs relier à ces faits les "révélations" répétées à la presse occidentale comme celle qui a entrainé en France l'"affaire Habache" ou bien la publication de l'entretien téléphonique, vrai ou supposé, entre le leader de l'OLP Arafat et son représentant en France Ibrahim Souss. La main du Mossad, les services secrets israeliens, n'est sans doute pas bien loin.

La conséquence est en tout cas une remontée de la tension qui rend la poursuite des négociations israélo-arabes de plus en plus aléatoire, même si les participants arabes semblent tenir à les poursuivre. C'est le cas de la Syrie, qui a annoncé quelques heures à peine après le raid israélien qu'elle participerait quand même aux prochaines séances de négociation et qui pourrait fort bien, de son côté, réduire la liberté d'action des milices du Hezbollah au Liban sud pour tenter de retirer à Israël tout prétexte à intervention. C'est sans doute un des objectifs recherchés par les dirigeants israéliens, qui voudraient profiter de ces négociations pour forcer leurs adversaires palestiniens et arabes au maximum de reculs, sans rien cèder eux-mêmes.

Et en attendant, pendant que le simple fait d'accueillir un dirigeant palestinien dans un hôpital parisien fait monter sur leurs grands chevaux tous les politiciens occidentaux au nom de la lutte contre le "terrorisme", la reprise du véritable terrorisme d'Etat pratiqué par l'armée israélienne au Liban -sans parler des territoires occupés- ne suscite en revanche ici aucune protestation indignée. Com-ment s'étonner si, dans cette complicité générale, la paix au Proche-Orient qui était censée sortir de la conférence de Madrid mise en scène par Bush en novembre dernier, semble avoir tout d'un mirage ?

André FRYS

Carlos Menem en Europe

LE NUMÉRO UN ARGENTIN EN QUÊTE D'ACHETEURS

Bassignac / Gamma

Menem en compagnie de Bérégovoy.

Après Strasbourg et Bruxelles, Carlos Menem, le président de l'Argentine, en place depuis 1989, fait donc une étape de trois jours à Paris. Look délibérément classique et respectable, langage destiné à rassurer banquiers créditeurs et investisseurs potentiels, le numéro Un argentin essaie de persuader ses interlocuteurs que l'Argentine est sortie des cycles infernaux de l'inflation, du chômage et des tensions sociales et politiques ; ou plutôt de les convaincre qu'elle pourrait en sortir vraiment si les banquiers européens se montraient compréhensifs sur le problème de la dette et s'ils voulaient bien racheter queiques-uns de ces secteurs de l'économie argentine que Carlos Menem tente de vendre, voire de brader. Pour Menem les deux problèmes sont liés puisque les autorités monétaires internationales ne consentiront une renégociation de la dette argentine que si ce pays verse, dans de brefs délais, une partie des arriérés d'intérêts qu'il cumule depuis plusieurs années ; c'est-à-dire quelques milliards de dollars, que Menem espère retirer précisément de ces privatisations.

Lorsque, il y a deux ans, Menem a annoncé ses projets de privatisation, il disait qu'il espérait ainsi obtenir une réduction de la dette extérieure de quelque 30 milliards de dollars sur un total de quelque 62 milliards. Or la partie n'est pas gagnée, loin de là, car malgré tous ses efforts pour rendre attrayantes les entreprises privatisables, le plan de Carlos Menem traîne en longueur. En deux ans la compagnie de téléphone (Entel), la compagnie aérienne (Aerolineas Argentinas) et quelques autres entreprises ont bien trouvé acquéreur, mais à bas prix et avec des délais de paiement qui font que le gouvernement argentin ne retire pas de ces opérations les liquidités espérées.

Et malheureusement pour Menem rien ne dit que les nouveaux secteurs mis à l'encan aient plus de succès. Le métro de Buenos Aires, les compagnies de distribution d'eau, de gaz, d'électricité peuvent sans doute être de futures bonnes affaires, mais elles sont anciennes, mal entretenues depuis des décennies et elles exigent des mises de fonds trop importantes pour que les investisseurs s'engagent en prenant des risques.

Or l'Argentine reste un pays à risques. En effet tous ces plans de dénationalisations s'accompagnent d'incessantes vagues de licenciements, d'une hausse des tarifs des anciens services publics et d'une dégradation du niveau de vie qui peuvent à tout moment engendrer des mouvements sociaux. Quant à l'inflation, dont les effets sont catastrophiques pour la population, elle peut reprendre même si depuis quelques mois elle est momentanément maîtrisée, en partie d'ailleurs grâce aux quelques liquidités retirées des privatisations ainsi qu'aux mesures d'austérité qui, depuis des mois, se traduisent par une réduction des aides au secteur public. Une réduction d'ores et déjà catastrophique pour les couches les plus pauvres de la population, pour lesquelles la misère se traduit par la faim, l'absence de soins médicaux, le développement d'épidémies comme le choléra, et l'augmentation de la mortalité infantile.

Carlos Menem va-t-il conclure au cours de ce voyage quelque affaire qui lui permettra de faire croire aux Argentins que sa politique lui vaut des succès ? Parviendra-t-il, à force de gages de bonne volonté, à renégocier sa dette dans quelques mois, l'avenir le dira. Mais les financiers des pays riches risquent d'imposer leurs conditions aussi longtemps qu'ils auront à leur disposition des dirigeants politiques qui, comme Menem aujourd'hui ou Alfonsin hier, se font, dans leur pays, les "releveurs de compteur" de la dette.

Henriette MAUTHEY

AFP

Explication orageuse entre Kravchouk et Chapochnikov.

CEI

LA LUTTE POUR L'ARMÉE

En matière de défense, le torchon brûle, une nouvelle fois, entre les membres de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), comme vient de le montrer le récent sommet de Minsk.

Certes, à Minsk a été signée toute une série d'accords de coopération et de coordination, car les Républiques de la CEI ont beau se vouloir indépendantes, elles dépendent étroitement les unes des autres. Ne serait-ce qu'à cause du fait que chacune des économies "nationales" a été conçue, organisée et développée de façon interdépendante à l'échelle d'un immense pays, l'URSS.

Si cela contraint ces "Etats indépendants" à un minimum de solidarité, en revanche, la Russie, qui espérait voir entériner à Minsk une défense unifiée qu'elle dominerait de fait, en est pour ses frais. Au propre comme au figuré.

A ETAT INDEPENDANT, ARMEE INDEPENDANTE

Eltsine avait eu beau concéder la présidence du sommet à son rival ukrainien, Kravtchouk, celui-ci a affirmé qu'*"il ne peut pas y avoir de pays indépendant sans sa propre armée"*. En vertu de quoi, il a refusé tout commandement unifié, imité en cela par la Moldavie et l'Azerbaïdjan. La Biélorussie, elle, ne l'a accepté que de façon *"transitoire"*. Et pour bien se faire entendre, elle a refusé au commandement unique l'envoi d'une unité de Biélorussie en Tchétchèno-Ingouchie, cette République caucasienne dépendant de la fédération russe, mais qui a proclamé son indépendance et où les factions rivales en lutte pour le pouvoir ont pris d'assaut les casernes de la CEI pour s'y approvisionner en armes.

Restent l'Arménie et six Républiques asiatiques qui ont accepté un commandement unifié, mais sous réserve que les troupes stationnées sur leur sol soient prises en charge par le budget russe.

Cet accord signé pour deux ans rend peu probable la constitution d'une "défense unifiée", comme l'a reconnu le commandant en chef théorique de la CEI, le maréchal Chapochnikov. Il pourrait surtout être remis en cause avant terme, les participants au sommet de Minsk ayant convoqué un autre sommet, dans un mois, avec à l'ordre du jour le *"partage des biens et équipements"* de l'ex-armée soviétique.

Le partage est d'ailleurs plus qu'amorcé et tourne à la foire d'empoigne. Tout ce qui tombe sous la main de qui exerce une autorité est susceptible d'être vendu, si cela peut rapporter ces devises, contre lesquelles les bureaucrates-apprentis capitalistes sont prêts à brader n'importe quoi et le pays tout entier. On en a eu un exemple avec le scandale de 49 navires de guerre que l'état-major aurait vendus en secret, par le biais d'une "société par actions" dont l'histoire ne dit pas qui sont les "heureux actionnaires"...

Les candidats "actionnaires" ne manquent pas, et chaque République a les siens, à commencer par ses propres dirigeants.

Mais le bras de fer entre la Russie et l'Ukraine pour la flotte de la Mer Noire - dans lequel vient de se glisser un troisième larron, la Géorgie- ne tient évidemment pas à la seule préoccupation de récupérer bateaux, tanks et avions pour essayer ensuite de les revendre. Il s'agit aussi de s'affirmer comme une puissance militaire tout en faisant monter la pression nationaliste contre "l'expansionnisme", "l'égoïsme" du voisin. Un voisin que chaque direction locale désigne de plus en plus fréquemment comme le responsable des problèmes d'une population que bureaucratie et petite-bourgeoisie dépouillent sans vergogne.

IRRESPONSABILITÉ ET EXUTOIRE NATIONALISTE

Ainsi, à peine quatre équipages de bombardiers basés en Ukraine avaient-ils "déserté" vers la Russie, que Kiev rétorquait en "nationalisant" une division aérienne dépendant jusque-là de la CEI.

Même si les dirigeants russes, ukrainiens ou autres n'avaient pas l'intention d'envenimer les choses au-delà -ce qui reste à démontrer- ils peuvent de toute façon se trouver entraînés dans une escalade de l'affrontement, ne serait-ce qu'à cause des surenchères nationalistes de leur propre opposition intérieure. Et l'on ne peut exclure qu'après l'escalade verbale ils en viennent aux mains : ils en ont les moyens militaires et pourraient trouver profitable de détourner contre l'"étranger" le mécontentement d'une population dont les conditions d'existence ne cessent de se dégrader.

L'INQUIÉTUDE DES PUISSANCES OCCIDENTALES

Et c'est bien l'une des préoccupations des dirigeants américains et européens. La fameuse "aide" occidentale est moins "humanitaire" que dictée par des impératifs stratégiques, par exemple éviter un exode vers des pays tiers des atomistes de l'ex-URSS en créant, avec des fonds occidentaux, un centre international du nucléaire à Moscou; éviter aussi que la population, faute de nourriture, de médicaments et tout simplement d'espoir de mieux-vivre, ne cherche par tous les moyens à échapper au sort que lui réservent les chantres locaux du "marché".

Que la population réagisse pour ses propres intérêts ou qu'elle croie le faire en suivant des bureaucrates qui, tous, au pouvoir ou dans l'opposition, s'appuient sur le nationalisme pour se tailler ou consolider leurs propres fiefs, cela n'est évidemment pas la même chose. Mais, pour les puissances impérialistes, intéressées au premier chef au maintien de "l'ordre mondial", cela créerait une situation telle qu'elles n'auraient pas forcément les moyens, et en tout cas l'envie, d'y envoyer des troupes, par crainte de s'enliser dans un bourbier et d'attiser l'incendie.

Il n'est que de se rappeler avec quelles réticences, et après combien d'hésitations, la coalition occidentale a déclenché l'offensive contre l'Irak au Koweït, en évitant d'ailleurs de s'engager trop avant. Ou de constater avec quelle prudence les Occidentaux se hâtent lentement d'envoyer quelques "casques bleus" en Yougoslavie. Si l'ex-URSS devait s'enflammer, pour les dirigeants du monde capitaliste, le problème serait bien plus grave, ne serait-ce qu'à cause de l'étendue du pays, de la taille de sa population et de la centaine de nationalités qui la composent.

C'est sans doute pourquoi les dirigeants occidentaux, tel Mitterrand lors de la visite d'Eltsine à Paris, répètent que la Russie a *"pris la succession de l'URSS"*, en souhaitant très fort que la Russie réussisse à s'imposer et à imposer un minimum d'"ordre" dans l'ex-Union Soviétique. Mais c'est plutôt l'inverse qui se profile à l'horizon, au fil de ce jeu dangereux où les Eltsine, Kravtchouk et autres potentats locaux ne cessent de craquer des allumettes à côté de barils de poudre.

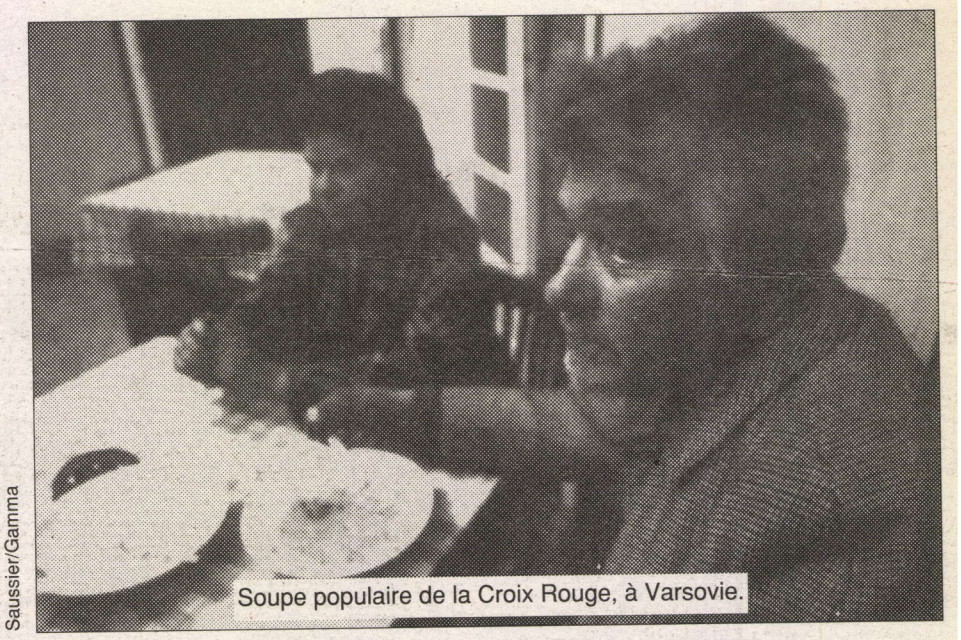
Pierre LAFFITTE

AFP

Un général soviétique, en visite en France, offre - ou vend ? - une maquette du T72.

Pologne

Déflation ou réflation, C'EST TOUJOURS AUX TRAVAILLEURS QU'ILS PRÉSENTENT LA NOTE



Saussier/Gamma

Soupe populaire de la Croix Rouge, à Varsovie.

Coup sur coup, les trois plus hauts responsables de l'administration polonaise des Finances ont abandonné la barque gouvernementale, suivis le 17 février par le ministre des Finances lui-même. A l'origine de cette tempête ministérielle, la décision du Premier ministre Olszewski de mettre en œuvre une série de réformes économiques. De quoi s'agit-il ?

La politique de ces derniers mois visait avant tout à rétablir l'équilibre de la monnaie nationale en pratiquant des coupes claires dans les dépenses sociales de l'Etat, de façon à en réduire le déficit budgétaire. Résultat, l'inflation est retombée à un niveau plus "modeste" (façon de parler puisqu'elle a quand même été de 80 % en 1991). Mais, en même temps, quantité d'entreprises d'Etat, privées d'investissements essentiels, ont dû fermer leurs portes, portant le nombre des chômeurs à plus de deux millions aujourd'hui. Tout cela, ajouté aux hausses de prix dues à l'arrêt des subventions étatiques, a conduit à une dégradation brutale du niveau de vie de la majorité de la population, au point, de l'aveu de certains ministres, de rendre la situation sociale potentiellement explosive.

Ce serait pour répondre à ce danger que le gouvernement aurait décidé un "tournant". Qu'on se rassure néanmoins, ce tournant n'a rien du philanthropisme aventuriste que lui prêtent les démissionnaires. Il s'agit d'une vieille recette éprouvée des gouvernements occidentaux : injecter de l'argent pris sur les fonds de l'Etat pour relancer l'économie et, disent-ils, l'emploi, quitte à faire marcher pour cela la planche à billets. En échange de quoi le gouvernement compte demander aux travailleurs de faire "eux aussi" des sacrifices en acceptant une politique des revenus (c'est-à-dire de fait un gel des salaires et une augmentation de la fiscalité) qui, selon des estimations officielles évidemment optimistes, se traduirait par une baisse de 5 % du niveau de vie réel de la population.

Est-ce qu'une telle politique peut "marcher" ? Les démissionnaires ne le pensent visiblement pas puisqu'ils ont tenu à prendre leurs distances pour, sans doute, ne pas avoir à en assumer la responsabilité politique. Ce qui est sûr c'est que le gouvernement n'en sait rien, pas plus qu'il ne le savait par avance pour la précédente politique suivie.

En attendant, c'est la classe ouvrière, une nouvelle fois, qu'ils s'apprêtent à faire payer, mais cette fois en remplaçant l'apologie de la libre entreprise par celle des beautés de l'intervention paternelle de l'Etat et du sacrifice collectif. Reste à savoir si la classe ouvrière se laissera prendre à ces grosses ficelles.

François ROULEAU

Yougoslavie

VERS L'ENVOI DE CASQUES BLEUS

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros-Ghali, a annoncé qu'il ne resterait désormais plus d'obstacle à l'envoi de la force de paix de 13 000 casques bleus prévue par le plan du conseiller de Bush, Cyrus Vance, pour la Yougoslavie. Cela veut-il dire qu'un règlement politique serait en vue ? On peut en douter.

D'abord parce que le fait que l'ONU ne voie plus d'obstacle à une intervention aujourd'hui ne veut pas dire qu'il en sera de même demain. Les préparatifs vont prendre du temps, pendant lequel il peut se passer bien des choses sur le terrain. Et il n'est pas exclu que l'on assiste à bien d'autres atermoiements avant que le premier casque bleu arrive en Yougoslavie.

Certes, Milan Babic, qui, vu d'ici en tout cas, paraissait l'adversaire le plus virulent de toute immixtion de l'ONU, ne semble plus être en situation de s'y opposer. Ce petit desposte local, président de la "République autonome" serbe de Krajina, a finalement été lâché par son fidèle allié Martic, le chef de la police locale, avant d'être destitué par son propre Parlement le 16 février. C'est sans doute pourquoi Babic a tenu à déclarer dès le lendemain, de Belgrade cette fois, qu'il renonçait à son opposition au plan Vance, se targuant d'avoir reçu des garanties personnelles du secrétaire général de l'ONU selon lesquelles la Krajina ne serait pas placée sous juridiction croate, mais au contraire protégée en quelque sorte par les casques bleus pendant au moins un an. Vrai ou pas, nous l'ignorons. Ce qui est sûr, c'est que cela a tout l'air d'une tentative de rester dans la course sans perdre la face.

Mais pas plus dans la Krajina que dans les innombrables enclaves ethniques, ou même dans les capitales des Républiques, les déclarations publiques des politiciens ne constituent des garanties sur leurs choix politiques futurs. Il s'agit d'une lutte pour le pouvoir, non seulement entre les dirigeants serbes et croates, mais également à l'intérieur même de la Serbie et de la Croatie ; une lutte dont l'enjeu et le théâtre s'étendent même bien au-delà, sur une grande partie du territoire yougoslave.

Dans cette lutte-là, le passé l'a montré, toutes les démagogies, tous les aventurismes sont permis. Rien ne dit, par exemple, que l'envoi de casques bleus, dont la mission dans le cadre du plan Vance sera, entre autres, de désarmer les innombrables milices locales, ne fournira pas le prétexte que recherchent certains aspirants au pouvoir pour relancer la surenchère nationaliste et faire repartir la guerre civile.

De toute façon, les dirigeants occidentaux sont d'une certaine façon eux aussi pris au piège de la logique infernale de la poudrière balkanique. S'ils tardent trop à intervenir, ils prennent le risque de laisser se développer, à l'arrière-plan, les éléments d'une explosion pire encore que celle de 1991. S'ils interviennent trop tôt ils risquent d'être entraînés dans une guerre civile à laquelle ils se trouveraient directement mêlés.

Mais, casques bleus ou pas, la perspective d'un règlement politique durable ne paraît pas plus proche aujourd'hui qu'hier. La Yougoslavie risque de devenir pour longtemps une sorte de Liban de l'Europe. Aussi longtemps que les politiciens, petits et grands, s'y sentiront libres de brandir des armes et de fouetter les préjugés nationalistes pour servir leurs propres ambitions.

F.R.

Saussier/Gamma

Petit marché dans une rue.

La politique de droite de la gauche

DIX ANS DE SUBVENTIONS A USINOR ET THOMSON... POUR LICENCIER !

Manifestation des Sidérurgistes en avril 1984.

Les nationalisations, clou du programme commun PS-PC, devaient, paraît-il, permettre de freiner l'appétit de profit des capitalistes et de développer l'emploi. Ce fut l'inverse. Les plus grandes entreprises nationalisées, Thomson, Renault, Usinor, ont licencié durant dix ans et licencient encore aujourd'hui autant que les trusts privés comme Alcatel, Peugeot, Saint-Gobain.

Les entreprises nationalisées, dirigées en théorie par l'Etat qui contrôlait leur capital, et surtout renflouait périodiquement leur trésorerie, ont utilisé les fonds publics pour licencier à tour de bras, comme n'importe quel groupe capitaliste, et cela avec l'approbation des gouvernements socialistes.

Les deux groupes industriels qui ont reçu le plus généreusement des fonds de l'Etat depuis dix ans, Usinor-Sacilor et Thomson, ont aussi été ceux qui ont le plus fortement réduit leurs effectifs.

Dans la sidérurgie, la nationalisation de fait avait été réalisée avant 1981 par les gouvernements de droite. L'Etat, dirigé par Pompidou puis par Giscard, avait gardé les pertes à sa charge et passé l'éponge sur les dizaines de milliards de francs de prêts aux maîtres de forges. Ces derniers avaient ainsi pu "retirer leurs billes" en douceur, sans rembourser leurs dettes.

AFP

Les sidérurgistes lorrains protestent contre les suppressions d'emplois chez Usinor en décembre 1991.

Les divers gouvernements de gauche qui se sont succédé ont poursuivi la même politique que la droite. Ils ont même fait pire parfois, forts qu'ils étaient de la confiance mal placée des travailleurs. Au cours des années 1980, les effectifs des aciéries françaises ont proportionnellement décru plus vite qu'ailleurs en Europe. Et il ne s'agissait pas seulement de fermer de vieilles usines, plus ou moins dépassées par le progrès technique, mais bel et bien d'exploiter davantage les ouvriers. A Usinor-Dunkerque, l'installation la plus moderne de France, le nombre de travailleurs est passé de 10 500 en 1980 à 7 000 en 1990.

Des dizaines de milliards de francs d'argent public ont ainsi été apportés aux trusts de la sidérurgie pour aboutir à des dizaines de milliers de licenciements.

Usinor, cette entreprise géante qui occupait déjà la première place pour la production d'acier en Europe et l'une des premières à l'échelle mondiale avec les trusts japonais, devait, paraît-il, encore grandir pour faire face à la concurrence. Ses dirigeants ont donc englouti les bénéfices de ces dernières années dans des rachats de sociétés aux quatre coins du monde. Plus de sept milliards de francs, soit l'équivalent du salaire de 40 000 travailleurs payés à 10 000 francs par mois pendant un an, charges sociales comprises, ont été dépensés dans l'acquisition d'aciéries en Angleterre, en Italie, en Allemagne, aux Etats-Unis.

AFP

Travailleurs de Thomson Brest protestant contre les suppressions d'emplois

Acheter des entreprises à prix d'or, jouer au poker avec les milliards de l'argent public, tout en licenciant à tour de bras, c'est aussi l'activité à laquelle le patron de Thomson, Gomez s'est livré depuis dix ans. Car même la droite n'a rien eu à lui reprocher durant l'intermède de 1986-1988.

Et sur quel sujet, en effet, Chirac ou Balladur auraient-ils pu critiquer Gomez ? Ce patron de choc qui crispe la mâchoire pour faire américain, quand il se fait photographier dans les magazines, a fermé des usines, en a racheté d'autres et s'est fait verser des subsides à répétitions, sans rendre aucun compte.

Dans le téléphone, dans la fabrication d'appareils éléctro-ménagers et de téléviseurs, et même dans l'armement pourtant si prospère, des travailleurs ont été jetés à la rue, des établissements ont fermé leurs portes, notamment dans l'Ouest et en région parisienne où Thomson avait de nombreuses installations.

Actuellement Gomez est en train d'essayer de se faire donner 10 milliards de francs par l'Etat pour, dit-il, financer les recherches du groupe. Car évidemment le prétexte est l'avenir de l'électronique qui sera, paraît-il, le cœur de l'industrie en l'an 2000. De plan électronique en programme européen d'étude sur la télévision haute définition, en passant par toute la panoplie des aides publiques, Gomez a goûté à tout ; et licencié partout. Aujourd'hui, lui qui avait racheté en 1987 la plus grande fabrique américaine de téléviseurs, RCA, pour concurrencer les fabricants japonais, réclame encore de l'argent. Dans le même temps, après avoir déjà supprimé plus de 10 000 postes, il annonce 4 000 réductions d'effectifs supplémentaires pour 1992-1993.

En plaçant des gens pareils à la tête des entreprises financées avec l'argent public, et en gouvernant avec eux, les socialistes ont clairement montré dans quel camp ils se trouvent : celui du capital contre celui du travail.

Pierre VERNANT

DANS L'ACIER, LA FONTE DES EFFECTIFS

Depuis 1981, les effectifs d'Usinor-Sacilor ont été divisés par plus de deux. Environ 70 000 emplois ont été supprimés. Dans le même temps, plus de 30 milliards de francs d'argent public ont été généreusement donnés par l'Etat sous forme de subventions directes ou de prêts finalement non remboursés.

Cette politique a été constante. Pas un gouvernement "socialiste" qui n'ait ajouté ses cadeaux aux précédents.

1981 : 5 milliards sont apportés aux deux sociétés, à l'époque indépendantes. Août 1982 : Mauroy, Premier ministre, rend public un plan de réduction de la production... et des effectifs. L'année suivante, 8,5 milliards sont accordés par l'Etat. En 1984, le gouvernement double la mise : 15 milliards de subventions pour, plutôt que de bâtir des écoles et des logements, détruire des hauts fourneaux.

En 1985, la fusion Usinor-Sacilor a lieu. Des milliers d'emplois seront supprimés, notamment en Lorraine, annonce Fabius, contrairement aux promesses qu'il avait faites quelques mois plus tôt.

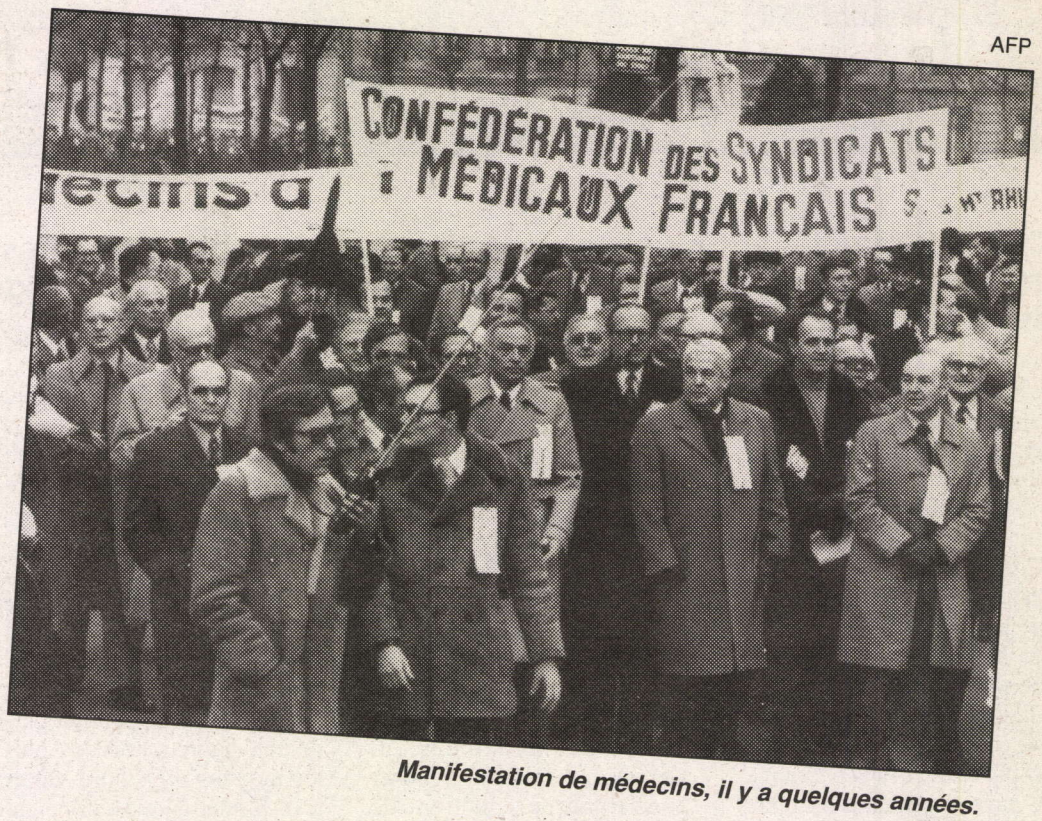
En 1988, la sidérurgie française finit par annoncer des bénéfices. Les ventes sont au plus haut avec des effectifs réduits. Mais les patrons continuent de supprimer des postes.

Enfin, il y a quelques mois, Francis Mer, le président d'Usinor, a annoncé 8 000 suppressions d'emplois d'ici à 1994 dont 1 300 avec la fermeture de l'usine de Caen et 3 300 en Lorraine.

Vers un accord médecins-Assurance maladie

LA SANTÉ DES PROFITEURS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE N'EST PAS EN PÉRIL

AFP



Manifestation de médecins, il y a quelques années.

Un accord entre la Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (CNAMTS) et les syndicats de médecins a été signé. Mais alors qu'un compromis a été passé entre le principal syndicat de médecins, la CSMF, et Jean-Claude Mallet, président (FO) de la CNAMTS, concernant à la fois la tarification des actes des médecins et ce que l'on appelle "la maîtrise des dépenses de santé", c'est-à-dire les engagements à limiter l'évolution des dépenses maladie remboursées par la Sécurité sociale, le gouvernement par la voix de Jean-Louis Bianco, ministre des Affaires sociales, faisait connaître son désaveu avant même la signature : *"Pas question d'accepter un accord qui accroisse l'inégalité d'accès aux soins, qui ne permette pas une vraie régulation des dépenses"*. Et le gouvernement devrait se prononcer d'ici quelques jours pour dire s'il accepte ou pas les termes de l'accord.

Dans ce marchandage qui durait depuis maintenant plusieurs mois, la CSMF demandait que, comme promis par le gouvernement, la tarification de base de la consultation médicale passe de 90 à 100 F. Ce qui sera le cas au 1er mars prochain si le gouvernement ne s'y oppose pas. La CSMF demandait qu'en plus, les portes soient plus largement ouvertes pour permettre aux médecins qui le veulent de passer du secteur 1 (celui du conventionnement au tarif de base) au secteur 2 (celui dans lequel les honoraires sont libres). Et là encore, elle a obtenu gain de cause auprès de la CNAMTS. En échange de quoi la CSMF se disait prête à s'engager à contingenter les dépenses de santé.

En gros, en admettant qu'il ne s'agisse pas d'engagements-bidon, la CSMF est d'accord pour que la population se soigne moins, à condition que les médecins, eux, se "soignent" plus.

Selon les informations qui avaient été données à la veille de la signature de l'accord, le secteur à honoraires libres serait ouvert à 5 000 praticiens supplémentaires, tandis que les nouveaux médecins qui s'installeraient verraient de plus grandes facilités pour accéder au secteur 2. Rien qu'avec l'augmentation des tarifs conventionnels, cela devrait coûter en année pleine de l'ordre de 4 milliards de francs de plus à la Sécurité sociale. Quant à savoir combien l'extension de la liberté des tarifs coûterait en plus aux assurés sociaux, c'est une autre affaire dont ni les uns ni les autres ne se soucient.

Actuellement, selon les chiffres de la Sécurité sociale, 68,9 % des médecins sont conventionnés dans le secteur 1, et 26,4 % dans le secteur 2. Mais dans certains endroits, en particulier dans les grandes villes, il n'est pas facile de trouver un médecin qui pratique les tarifs de base. Et alors que les médecins du secteur 2 sont en principe engagés à faire 25 % de leurs actes aux tarifs conventionnels, ils sont 58 % à ne pas respecter leurs engagements. Ce qui en dit long sur ce qui se passera avec la clause de l'accord signé, stipulant que les médecins accédant au secteur libre s'engagent cette fois à faire 35 % de leurs actes aux tarifs conventionnels.

Les syndicats de médecins citent bien souvent le cas de "pauvres médecins" qui ne gagnent guère plus que des smicards - frais professionnels déduits toutefois. Mais pour ce corps social qui a connu un développement numérique important ces dernières années, ce n'est pas encore tout à fait la misère. Si la masse des honoraires reçus n'a augmenté "que" de 8,3 % en 1990, durant la décennie précédente elle s'était accrue de 11,7 % par an en moyenne.

Gouvernement, syndicats de médecins, ou gestionnaires de la CNAMTS, tous sont d'accord pour faire en sorte que les assurés sociaux dépensent moins pour leur santé, sous prétexte d'empêcher que le trou de la Sécurité sociale s'approfondisse. Que leur importe qu'ils soient plus mal soignés. Puisqu'avec le chômage, les bas salaires, les rentrées sont compromises, ils sont d'accord pour faire payer ceux qui sont déjà par ailleurs les victimes de cette situation. Pas question de prendre quoi que ce soit aux privilégiés, au contraire. Pas question de faire payer l'industrie pharmaceutique qui a amassé et amasse toujours plus de profits, ni les laboratoires, ni les cliniques privées, ni les professions libérales, qui tous, tels des chancres, prospèrent sur le dos de la Sécurité sociale.

Dans ces conditions, cet accord -même s'il est modifié ultérieurement par le gouvernement- ne pourra se faire que sur le dos des travailleurs et des plus pauvres. Il serait bon que ceux-ci fassent aussi entendre leur voix, même s'ils ne sont pas invités à discuter autour d'un tapis vert.

Louis GUILBERT

Les petits trous font les grands

La Caisse d'assurance-maladie du Nord-Est finance non seulement une partie de l'achat, par les entreprises du bâtiment et de travaux publics, de marteaux-piqueurs modernes, silencieux et anti-vibratiles en en payant le sur-coût, mais leur octroie une prime égale à 10 % du prix hors taxes de ce matériel. Et ce n'est qu'un début, puisqu'il est prévu que cette politique sera appliquée dans d'autres départements et qu'un "budget" d'un million de francs y sera consacré.

Tout cela est fait bien entendu pour inciter les patrons de ces entreprises à acheter ce matériel plus cher, mais, ce qui est vrai, moins dommageable pour la santé des salariés qui l'utilisent.

Seulement il y aurait bien d'autres moyens de pression que de se servir de l'argent des cotisations versées par les salariés. Par exemple celui de taxer toutes les entreprises qui se servent de l'ancien matériel, qui provoque des maladies professionnelles parfois graves...

Mais il faut croire que les dirigeants des Caisses maladie préfèrent mettre la main dans le sac des cotisations et remettre leur prise aux patrons.

Et ce sont ces mêmes individus qui ont eu le culot de financer l'odieuse campagne d'affiches faisant la morale aux salariés : "La Sécu c'est bien, en abuser ça craint". Eux ne craignent pas, à l'abri de tout contrôle des salariés, d'en détourner les fonds !

"FAIRE PAYER" D'ABORD, SOIGNER ENSUITE...

Cela fait maintenant plusieurs années que la direction de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) estime que trop de malades ne payent pas leur hospitalisation. Elle a donc engagé une action pour faire "payer les malades", action qui est même devenue "objectif prioritaire" pour les hôpitaux de l'AP-HP.

Faire payer les malades, cela veut dire que le service des admissions doit se préoccuper d'abord, y compris au niveau du service des Urgences, du financement du séjour d'une personne à l'hôpital : financement par la Sécurité sociale, financement par le malade lui-même, ou bien par la procédure dite "d'aide médicale" qui permet à la commune d'une personne hospitalisée et sans ressources de payer les frais d'hospitalisation.

Pour la grande majorité de la population, cette politique n'a pour l'instant pas de conséquence, à part le fait qu'il est vivement conseillé maintenant d'avoir sa carte de Sécurité sociale sur soi si l'on a à faire à un hôpital !

Par contre pour une partie plus réduite de la population, "il y a problème" pour nos directeurs. Pour les champions de "l'hôpital entreprise", les malades devenus clients doivent être solvables.

Par exemple, les malades venant d'autres pays et qui ne résident pas en France doivent verser une caution parfois élevée avant d'être admis. A Bicêtre, dans un service connu de réputation en Italie, on voit fréquemment arriver des personnes qui viennent se faire hospitaliser avec quelques milliers de francs en liquide, et qui doivent payer elles-mêmes une bonne partie des frais de leur hospitalisation.

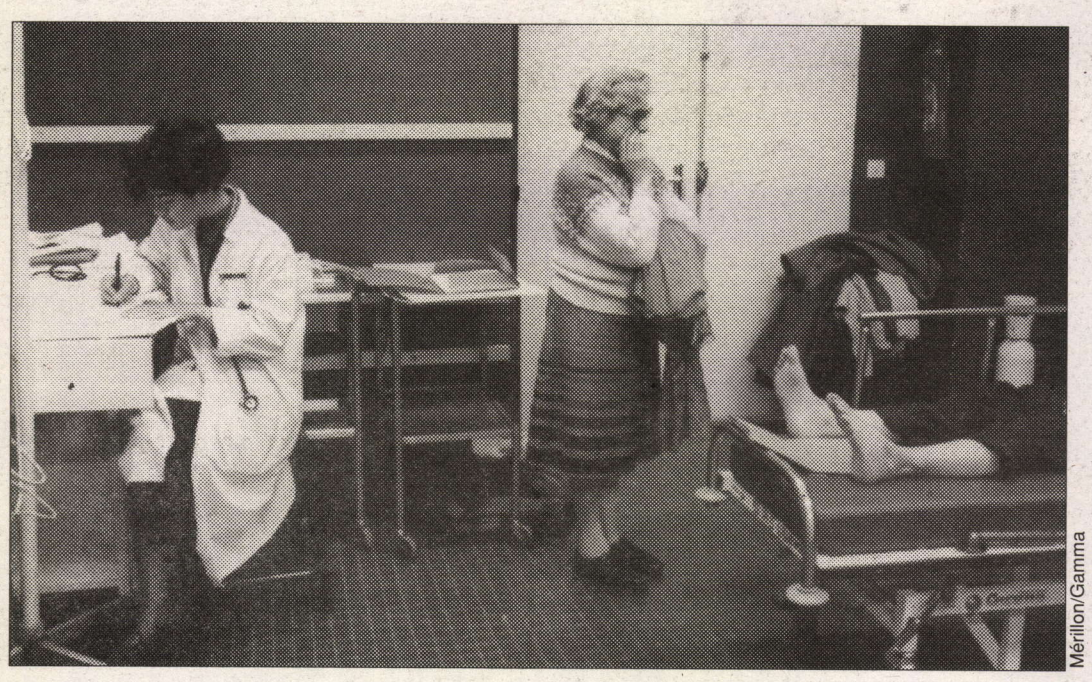
Il y a bien sûr des accords entre la Sécurité sociale et les pays de la CEE, ou d'autres pays comme les pays du Maghreb. Mais soit le pays d'origine ne prend pas en charge totalement ces hospitalisations-là, soit la Sécurité sociale ne veut plus prendre en charge ces malades car la Sécurité sociale de leur pays ne paye plus ses dettes vis-à-vis de l'organisme français ; bien sûr, il s'agit de pays pauvres particulièrement touchés par la crise, comme l'Algérie.

Autres cas litigieux, les "sans-domicile fixe" : ceux qui n'ont plus de papiers, plus de couverture sociale ou plus les moyens d'en faire valoir une. Jusque-là, c'est principalement grâce à l'aide médicale que ces personnes pouvaient être admises, mais même cette procédure semble menacée, en tout cas si l'on en croit un discours récent de Charasse, qui envisageait notamment de "supprimer la procédure d'urgence qui permet au maire d'accorder immédiatement l'aide sociale à un malade s'étant présenté à l'hôpital sans couverture sociale complémentaire".

Cette politique, lancée par la direction de l'AP-HP, se répercute dans tous les hôpitaux, par une pression financière directe : ainsi, une partie des crédits des hôpitaux sont débloqués en fonction de l'amélioration du recouvrement des recettes dans tel ou tel établissement. Les cinq hôpitaux classés en premier, dans cette action, reçoivent une "prime d'intéressement aux recettes"...

Mais bien sûr cette pression se traduit, et c'était prévisible dans cette société basée sur l'inégalité et l'injustice, par des obstacles supplémentaires pour les plus pauvres dans l'accès aux hôpitaux, comme le montre ce qui s'est passé à l'hôpital de Bicêtre.

Correspondant LO



Mérillon/Gamma

Hôpital de Bicêtre (Le Kremlin-Bicêtre 94)

QUAND L'URGENCE POUR UN HOPITAL C'EST D'ETRE RENTABLE !

Jeudi 13 février vers 8 h 30 un jeune homme, de nationalité portugaise et depuis peu en France, se présente avec son employeur aux Urgences de Bicêtre, un doigt sérieusement blessé après un accident du travail.

Le médecin présent l'examine et estime nécessaire une intervention chirurgicale. Après plusieurs heures d'attente, aux Urgences, une place pour ce malade se libère, en orthopédie, et le médecin remplit le document nécessaire à son hospitalisation en urgence.

C'est alors que la chef du bureau des affaires financières de Bicêtre arrive dans le service et fait obstacle à son admission, mettant en avant que ce jeune homme n'a pas de couverture sociale !

Elle demande une caution élevée à l'employeur, qui refuse. Le temps passant, vers 15 h 30, le jeune homme s'en va avec son patron. On apprendra un peu plus tard qu'il est allé dans un autre hôpital de l'AP-HP à proximité et que, là, il a été hospitalisé et opéré immédiatement.

Le comble est que le jeune homme en question, ressortissant d'un pays de la CEE, était probablement couvert par la Sécurité sociale !

Cette intervention intempestive de la chef de bureau a entraîné une certaine émotion dans le service ! *"Nous ne sommes pas une clinique, nous sommes là pour soigner les gens"*, *"Comment une responsable administrative peut-elle ainsi faire la loi contre l'avis d'un médecin ?"*, etc.

Une lettre de protestation adressée à la direction a été rédigée et commence à être signée dans le service et dans l'hôpital. L'"hôpital-entreprise", ou dit "à l'américaine", l'hôpital qui doit être "rentable" avec la peau des malades cela ne nous plaît pas et nous le ferons savoir !

Correspondant LO

– STOP A L'ESCALADE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL –

Durand/Gamma

Accident du travail...

Pour la période 1987-1990, le nombre des accidents du travail a augmenté de 14,6%, avec 23% de morts en plus. 1 244 travailleurs ont été tués en 1990, sacrifiés sur l'autel des profits. Un tiers des accidentés sont sous statut précaire, et les moins de 25 ans, qui représentent 12% des salariés, totalisent 27% des accidents du travail !

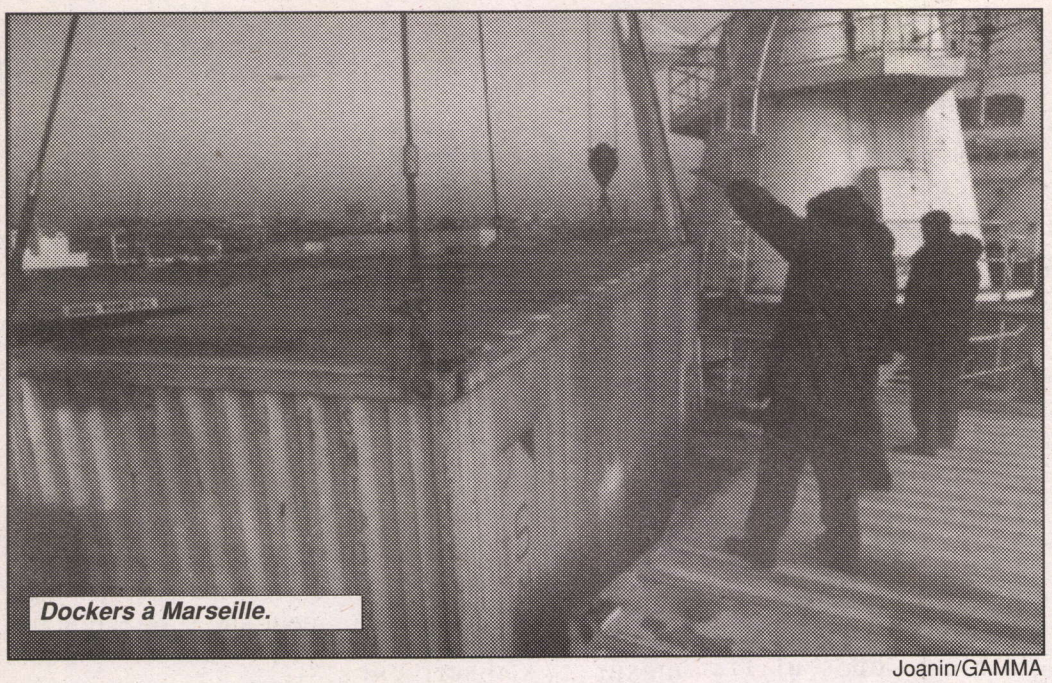
Il n'y a pas que la sécurité qui fait un pas en arrière. Une enquête du ministère de l'Emploi rapporte que les contraintes et les nuisances au travail (station debout, poussières, bruit, etc.) se sont aggravées ces dernières années.

Plus il y a de chômeurs, et plus les patrons exploitent ceux qui restent au travail. Si nous, travailleurs, ne leur mettons pas de bâtons dans les roues, il n'y a rien qui les arrêtera.

Durand/Gamma

... Sur un chantier, au Mans.

Les dockers et le plan Le Drian



Dockers à Marseille.

Joanin/GAMMA

Après de nombreuses grèves hebdomadaires de quarante-huit heures accomplies ces derniers mois par les dockers, la première phase du plan Le Drian, le secrétaire d'Etat à la Mer, vient de s'achever sur un échec. Le Drian voulait des négociations port par port sur son projet de réforme du statut des dockers, et la CGT n'acceptait, à juste titre, qu'une négociation globale pour toute la profession. Les négociations par port n'ont donc pas eu lieu malgré le chantage ministériel : deux milliards de francs, pour aider les reconversions et pré-retraites des dockers, étaient promis "automatiquement" à condition qu'il y ait de telles négociations. En leur absence, ces deux milliards sont maintenant devenus "conditionnels"...

Mais Le Drian avait annoncé que, passé le 15 février, faute d'accord, ce serait au Parlement de se prononcer sur le statut des dockers. Et le débat est justement prévu pour la prochaine session parlementaire, à partir du 2 avril.

Le résultat du vote ne fait aucun doute : non seulement les socialistes voteront pour la suppression du vieux statut, mais plusieurs députés de droite ont annoncé leur intention de soutenir le gouvernement sur ce sujet. Gérard Longuet, le président du Parti Républicain, a même informé Le Drian *"de la manière la plus claire, qu'il était a priori disposé à soutenir ses efforts..."*

La réforme -en fait l'abrogation- du statut des dockers va donc très probablement "passer en force" par voie législative. Il restera ensuite aux autorités à tenter de l'imposer aux dockers... Ce qui ne passera pas forcément comme une lettre à la poste, car les dockers sont mobilisés pour défendre leur statut, comme en témoignent leurs nombreuses grèves.

La plupart des média se livrent à une campagne ouvertement propatronale dans cette affaire. Les ports français étant dépassés par leurs concurrents étrangers qui "détournent" une bonne part du trafic maritime hexagonal, le vieux statut des dockers (qui date de 1947, pensez donc !) est rendu grandement responsable de cette situation. Il faudrait, selon les patrons, les autorités, et les journalistes, renvoyer les dockers en surnombre (le tiers ou la moitié, voire plus), mensualiser les autres, en finir avec la caisse de chômage qu'alimentent les patrons de la manutention portuaire, briser le quasi-monopole syndical de la CGT chez les dockers. Autrement dit, il faudrait transformer les travailleurs des ports, très fortement syndiqués, protégés par un statut qui leur garantit quelques indemnités en cas de chômage (ce n'est pas le Pérou !), en travailleurs comme les autres, sans garanties ni protection. Le statut de 1947 est peut-être "archaïque", mais ce qui risque de s'ensuivre, si la réforme passe, sera infiniment pire pour les travailleurs, qu'ils deviennent chômeurs, ou qu'ils restent dockers. Car il ne serait même pas dit pour autant que les dockers seraient plus assurés d'avoir du travail dans les ports français.

Depuis des mois que le projet Le Drian a été annoncé, la CGT a mobilisé les dockers dans une série de grèves à répétition, qui ont entraîné à chaque fois la totalité ou la quasi-totalité de la profession, comme il est de tradition chez les dockers. Seuls quelques petits ports n'ont pas répondu à l'appel, mais ils ne comptent guère.

Seulement la tactique syndicale est de laisser les dockers enfermés dans leur corporation et dans leurs ports, excepté lorsqu'il s'est agi de manifester à Lorient, la ville dont Le Drian est maire. Les dockers ont beau être plus de 8 000 et bien déterminés, ils risquent de se retrouver isolés. Or, par-delà les aspects particuliers de la défense du statut des dockers, ils posent le problème général qui concerne l'ensemble de la classe ouvrière, d'empêcher les réductions d'effectifs et les licenciements.

André VICTOR

Henry/GAMMA

La manifestation à Lorient.

CHR Besançon

Les brancardiers... ruent dans les brancards

Etre brancardier à l'hôpital Saint-Jacques à Besançon, c'est d'abord savoir tout faire, avec un tout petit salaire. Sur dix d'entre nous, quatre à cinq poussent effectivement des brancards. Les autres font des remplacement à la porte, aux vaguemestres, à la navette entre les deux hôpitaux, aux courses diverses, aux ambulances... Et quand on remplace, on ne peut pas prendre de vacances... justement parce qu'on remplace ceux qui sont en vacances !

Comme l'hôpital est pavillonnaire, il y a vite un problème avec les brancards : les malades attendent souvent plus d'une heure ou arrivent en retard à leur rendez-vous. Cela désorganise complètement les services de consultations et de radios. Quand la situation est trop critique, ce sont les ambulanciers de l'hôpital qui viennent nous aider. Quand c'est le cas, les transports inter-hôpitaux sont assurés par une société privée, tout comme cela se pratique déjà la nuit. La direction préfère avoir recours au privé plutôt que d'embaucher du personnel !

C'est pour cela que jeudi 6 février, nous étions en grève, et c'est cela que nous sommes allés dire à la direction.

Nous demandons l'embauche immédiate de deux ambulanciers, l'accès à une formation pour préparer l'entrée à l'Ecole d'ambulanciers pour tous les brancardiers et leur affectation exclusive aux transports des malades, ainsi que le droit à la retraite à 55 ans. Comme d'habitude, la direction a fait mine de découvrir les problèmes, mais s'est quand même engagée sur certains points comme la préparation à l'Ecole d'ambulanciers.

Nous sommes bien décidés à ne pas nous contenter de promesses. C'est pourquoi nous demandons le soutien de nos collègues des services en faisant circuler une pétition qui rencontre un bon accueil.

Correspondant LO

Tri postal PLM (Paris)

LES POSTIERS CONTRE LES PROJETS DE RÉORGANISATION DE LA DIRECTION

Lundi 17 février, au centre de tri postal du PLM, à Paris, une soixantaine de postiers du Transbordement (le service du chargement et déchargement des trains et camions) sont allés en manifestation perturber une réunion des directeurs du centre et du réseau. Une bonne partie d'entre nous avaient fait grève la journée pour montrer leur opposition aux projets de réorganisation du Transbordement.

C'était le jour où les directeurs se réunissaient pour discuter du budget du centre de tri ; et comme nous avions envahi les couloirs de la direction au moment où commençait leur réunion, le directeur du centre et celui du réseau ont dû venir dans le couloir s'expliquer au milieu des manifestants et s'entendre dire ce que nous pensions de leurs projets.

Car cette nouvelle organisation prévoit entre autres de déplacer nos jours de repos et de ne plus remplacer les collègues mutés de certains services ou de certaines équipes dont les horaires permettent à beaucoup, du fait de la récupération du travail du dimanche, de grouper des jours de repos pour partir un peu plus souvent chez soi en province. En réorganisant ainsi les services et les horaires, la direction compte pouvoir faire de nouvelles économies de personnel. Pour l'instant ce sont surtout des projets ; seuls quelques petits services sont touchés dès aujourd'hui, mais les autres doivent l'être progressivement, chacun à son tour, et il était temps de montrer ensemble à la direction que nous n'en voulons pas, que nous avons l'intention de ne pas nous laisser faire.

Et ce n'est pas là le problème du seul Tri PLM (le centre de tri de la gare de Lyon, à Paris) ou d'un seul secteur du PLM, le Transbordement. On a vu ces dernières semaines successivement dans divers bureaux de poste ou centres de tri ou centres de chèques (comme cette même semaine au centre de tri de Clermont-Ferrand) des débrayages pour des raisons exactement semblables. A chaque fois il s'agit de contrecarrer une mesure locale touchant un centre ou un service. Mais ces mesures s'inscrivent toutes dans le cadre des réorganisations entreprises par les PTT pour grignoter quelques effectifs par-ci, quelques autres par-là, pour *"augmenter la productivité"* comme dit le ministère, c'est-à-dire pour faire plus de travail par moins de monde, alors que le trafic global de la poste augmente, et alors qu'il y a 3 millions de chômeurs !

Mais ces mesures ne passent pas aussi facilement que la direction des PTT l'aurait espéré. Elles suscitent aujourd'hui des réactions dans les services touchés. Elles pourraient finir par faire exploser un mécontentement qui est général.

Correspondant LO

Enseignement

Dans le Loir-et-Cher

DES RÉDUCTIONS DE POSTES QUI NE PASSENT PAS

LO

Comme dans tous les départements, l'administration de l'Education Nationale du Loir-et-Cher est en train de confectionner la "carte scolaire" pour l'an prochain ; c'est-à-dire que l'inspecteur d'académie applique au département la politique du ministère en matière d'ouvertures et de fermetures de classes et de création ou de suppression de postes d'instituteurs.

Et bien sûr, malgré les propos affichés par le gouvernement, le projet proposé par l'inspecteur d'académie comprenait 37 fermetures de classes et seulement 10 ouvertures ; et encore plusieurs de ces ouvertures n'étaient que des confirmations de postes provisoires déjà créés cette année.

Un tel projet signifie une aggravation considérable, à plus ou moins brève échéance, des conditions de l'enseignement : des classes de plus de 26 élèves en primaire et de plus de 33 en maternelle, la fermeture de classes rurales malgré des engagements précédemment pris.

Quand ce projet a été connu, la colère des enseignants et des parents d'élèves s'est manifestée par des réunions, très suivies dans les écoles concernées par les fermetures, mais aussi par des occupations d'écoles, des manifestations locales, des barrages de routes le samedi 1er février.

Le 4 février, une réunion entre syndicats et l'inspection avait lieu ; elle était l'occasion d'un rassemblement sous les fenêtres de ladite réunion et de deux manifestations, dont l'une de 700 parents et enseignants, ce qui était déjà un succès. A côté des banderoles syndicales ou des parents d'élèves, on pouvait lire des slogans du genre : *"Jospin, la priorité à l'Education Nationale, c'est quand tu veux"*.

L'inspecteur d'académie n'a pris aucune décision et a renvoyé à une autre réunion le 13 février. Entre-temps le syndicat majoritaire chez les instituteurs, dont la tendance départementale n'est pas favorable au gouvernement, après plusieurs réunions de syndiqués, appelait à une grève pour le 13. Plusieurs "actions locales" avaient aussi lieu le samedi et d'autres soirs en semaine.

Le 13 février, 80 % des instituteurs étaient en grève, de nombreuses écoles fermées. Une manifestation regroupait à Blois 2 000 parents d'élèves et enseignants selon le syndicat ; ce qui est considérable pour la ville.

Une nouvelle manifestation était prévue pour le mercredi suivant au cas où l'inspecteur d'académie ne reviendrait pas sur une partie importante de son projet.

En tout cas, les belles déclarations gouvernementales sur l'éducation, qui se traduisent dans les faits par une aggravation des conditions d'enseignement, semblent ne plus passer.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

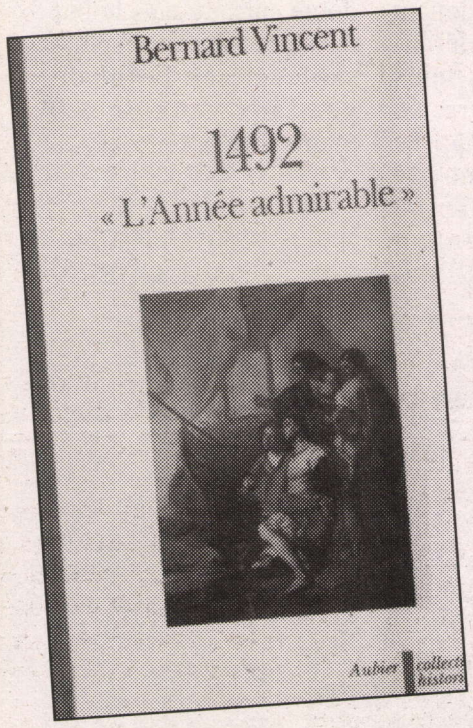
– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Il y a 500 ans, les caravelles de Christophe Colomb abordaient les rivages américains. La commémoration de cet événement a donné lieu à une floraison de parutions. Nous avons déjà présenté (LO n° 1228 du 10 janvier) trois ouvrages historiques qui permettaient de comprendre la portée des bouleversements que la "découverte" allait entraîner pour notre planète. Voici aujourd'hui trois ouvrages qui présentent un point de vue plus particulier sur cette année 1492.



1492 l'année admirable de Bernard Vincent

Pour Bernard Vincent, historien qui enseigne l'histoire de l'Espagne musulmane et de la Reconquête, "l'admirable" année 1492 n'est pas seulement celle du premier voyage de Christophe Colomb à travers l'Atlantique. Il met cet événement en relation avec trois autres, survenus la même année : la reddition de Grenade, l'expulsion des Juifs d'Espagne et la première grammaire espagnole, ou plutôt de castillan.

C'est en effet le 2 janvier 1492 que disparaît, avec la reddition de Grenade, le dernier territoire musulman d'Espagne. Et avec lui, disparaît la relative tolérance qui régnait dans le territoire. Le royaume d'Espagne, sous la tutelle des rois catholiques Isabelle et Ferdinand, s'unifie. Les minorités sont rejetées : les Juifs sont expulsés dans les deux mois qui suivent la chute de Grenade, et les derniers musulmans suivront. Commence le règne de la toute-puissante Inquisition, tribunal catholique mais dont le chef est nommé par le monarque et qui est en fait une arme aux mains de la monarchie catholique. La monarchie crée parallèlement ses compagnies de "sécurité", un corps de fonctionnaires policiers permanent qui met le royaume sous le contrôle direct du monarque. C'est le début d'une longue décadence pour la petite noblesse désargentée qui va, à son tour, massivement émigrer, constituant le gros de ces "conquistadors" qui vont coloniser et piller l'Amérique latine. L'unité du royaume, ethnique, religieuse, est confortée par l'unité de la langue à laquelle contribue la première grammaire de langue castillane publiée cette même année : car *"aux peuples barbares et aux nations ayant des langues étrangères que l'Espagne va soumettre, il faut imposer des lois et une langue"*, explique Nebrija, l'auteur de cette première grammaire.

Bernard Vincent, chiffres à l'appui, démontre cependant comment cette Espagne toute-puissante, où s'établit la monarchie absolue des rois catholiques, est minée de l'intérieur, au faîte même de sa puissance. Car elle connaît une hémorragie de ses forces vives avec la triple émigration, massive et brutale, juive et musulmane de l'autre côté de la Méditerranée (émigration qui profitera à l'empire ottoman), puis émigration chrétienne, cette fois, en direction du Nouveau Monde. Ce qui fut une des causes de son enrichissement et de sa rapide décadence.

Mais, à la faveur de la découverte, le monde s'élargit, s'unifie. L'émigration humaine entraîne une multiplication des échanges, on exporte des plantes et même des... microbes !

Le livre de Bernard Vincent, qui a la sécheresse et la précision d'une étude historique, permet de comprendre comment la péninsule ibérique fut le point de départ d'une véritable transformation des relations mondiales.

Cécile BERNIER

1492 "L'année admirable", *de Bernard Vincent. Editeur Aubier, Collection historique, 115 F.*

AMERIQUE : LA DECOUVERTE QUI N'A PAS ENCORE EU LIEU de Eduardo Galeano

Ce livre d'Eduardo Galeano, publié à l'occasion du 500e anniversaire du voyage de Colomb, est en fait un recueil de textes écrits entre 1984 et 1990. Les prises de position de l'auteur des *Veines ouvertes de l'Amérique latine* sont connues : ce sont celles d'un tiers-mondiste militant, d'un pamphlétaire, d'un poète aussi. C'est en démocrate bourgeois qu'il salue dans ces pages la "démocratie" espagnole, mais bien souvent, quand il dénonce, il dénonce juste.

Cette brochure de 120 pages est un tableau rapide de l'histoire de l'Amérique latine, de l'extermination des populations et des cultures indigènes, au pillage colonial passé et présent, puisqu'il se perpétue toujours malgré les indépendances. L'histoire de l'Amérique latine, écrit-il, fut *"l'histoire de la séparation permanente entre réalité et paroles. La vérité du monde colonial latino-américain ne se trouve pas dans les majestueuses et nombreuses lois des Indes mais dans l'échafaud et le pilori"... "Plus tard l'indépendance de nos pays n'a pas réduit la distance entre la vie et la fiction juridique"... "A la fin du XXe siècle la même société qui te coupe la langue, te garantit la liberté d'expression et ce sont les lois de la réforme agraire qui protègent l'expansion des grandes propriétés foncières"...*

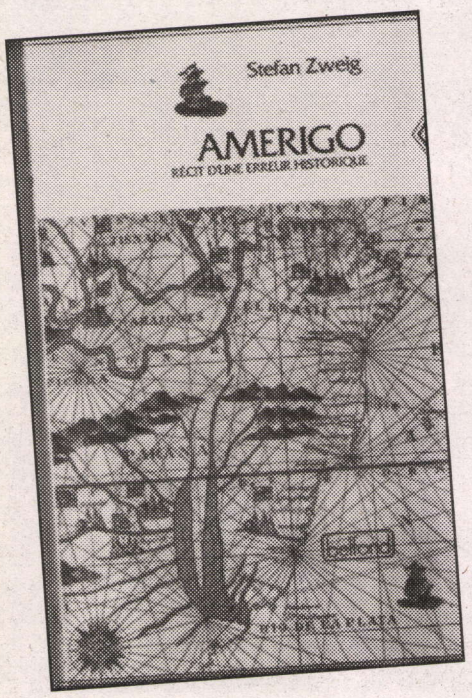
Sur le plan économique, Eduardo Galeano dénonce de même le pillage continu : *"Plus résonnent dans les forums internationaux les discours qui exaltent l'équité et la justice, plus s'effondrent sur les marchés internationaux les prix des produits du Sud, et plus monte le taux d'intérêt de l'argent du Nord qui prête d'une main ce qu'il vole de l'autre"... "Comme disent les Colombiens : "Le coût de la vie croît sans cesse, la valeur de la vie diminue sans arrêt"...*

Pour Galeano, la célébration du 500e anniversaire est aussi l'occasion de remettre les choses en place : *"Non pour confirmer le monde en contribuant à l'autocélébration, l'autosatisfaction des maîtres au pouvoir mais pour le dénoncer et le changer"...*

Et là nous ne pouvons que souscrire.

C.B.

Amérique : la découverte qui n'a pas encore eu lieu, *d'Eduardo Galeano. Editions Messidor. 70 F.*



AMERIGO récit d'une erreur historique de Stefan Zweig

Cet essai de 89 pages écrit en 1941 par Stefan Zweig était donc bien loin de toute idée de commémoration de l'an 1492, mais elle était restée inédite en France à ce jour.

Par *"quel enchevêtrement de hasards, d'erreurs et de malentendus"* le continent découvert par Colomb a-t-il été baptisé du prénom d'Amerigo Vespucci, un autre Gênois, admirateur de Colomb mais qui n'a pourtant en rien contribué à cette découverte, ni même n'a en quoi que ce soit jamais revendiqué un tel honneur ? L'histoire est-elle injuste ? Tel est le thème de cet essai de Stefan Zweig, lui-même grand voyageur.

On sait que Christophe Colomb avait cru découvrir une nouvelle voie pour les Indes et non un nouveau continent. Le mérite de cette redécouverte en revient à Vespucci. En 1503, quelques feuilles imprimées circulent à Paris et à Florence ; il s'agit de 4 à 6 feuillets en tout et pour tout, intitulés *Mundus Novus* (Nouveau Monde). Or ce livret minuscule connut d'emblée une renommée incroyable. Non seulement Vespucci avait parachevé la découverte de l'Amérique en étant le premier à avoir clairement réalisé toute la signification du voyage de Colomb, mais il avait su raconter son voyage sur les traces de Colomb et communiquer son enthousiasme pour le nouveau monde découvert : un monde qui, tel qu'il le décrivait, avait tous les attraits du paradis terrestre, même si ses habitants avaient une caractéristique quelque peu fâcheuse car ils pratiquaient le cannibalisme.

En ces quelques pages d'enquête, Stefan Zweig explique ainsi pourquoi à son avis les trompettes de la renommée qui couronnèrent Amerigo Vespucci au détriment de Colomb ne furent, pour cette fois, pas si mal embouchées que cela.

C. B.

Amerigo, *de Stefan Zweig. Editions Belfond. 65 F.*

Zaïre

MOBUTU, LE MASSACREUR

La dictature sanglante de Mobutu vient à nouveau de s'illustrer au Zaïre, cette fois contre une marche pacifique organisée à la sortie des églises de Kinshasa, dimanche 16 février.

Cette marche était organisée par une partie du clergé, soutenue par les partis d'opposition, afin de réclamer la reprise de la "Conférence nationale" dans le cadre de laquelle les partis politiques discutent de "démocratisation" du pays, et que Mobutu a suspendue le 19 janvier dernier.

Kinshasa quadrillée, les points de rassemblement encerclés par les forces de répression, celles-ci ont ouvert le feu d'emblée sur une foule qui chantait des cantiques en avançant, tandis que les hommes "d'élite" de la division spéciale de Mobutu pourchassaient des manifestants en leur tirant dessus. Le nombre des morts serait d'"une trentaine".

Mobutu réprime dans le sang et ce n'est pas nouveau. Sa dictature de plus d'un quart de siècle est jalonnée par de nombreux massacres. Il en a pris l'habitude, impunément. Car pendant ce quart de siècle, il a reçu systématiquement aide et assistance de la part des dirigeants de l'impérialisme, américain certes, et, sur le terrain directement, des troupes d'intervention françaises et belges, chaque fois qu'il en a eu besoin. En 1977 et en 1978, contre la sécession de la province du Shaba, par exemple. Ou, lors des émeutes et des pillages de septembre dernier encore, lorsque les paras français et un contingent belge ont été envoyés au Zaïre sous le prétexte de protéger les ressortissants européens.

Pendant longtemps, Mobutu et son régime ont été présentés en Occident comme un *"rempart contre le communisme"*, ce qui servait à justifier l'appui indéfectible dont il était assuré de la part des puissances impérialistes. Dans la réalité, s'il était pour celles-ci un "rempart" quelconque, c'était avant tout pour la protection des profits des sociétés occidentales qui se sont engraissées en pillant les richesses minières du Zaïre ou en y écoulant leurs matériels à tout-va au mépris des besoins réels du pays. Mobutu a fait sa fortune, et Alcatel ou Thomson (par exemple !) ont profité plus encore de la mise à sac et de l'endettement du pays.

Aujourd'hui que, dans l'état de délabrement général et de dénuement total où les masses zaïroises sont plongées, le risque d'explosions populaires est menaçant - et avec lui le risque d'une plongée du pays dans le chaos qui ne manquerait pas d'avoir des répercussions aussi dans les pays voisins - les dirigeants américains et européens font pression pour obtenir de Mobutu la mise en place d'un régime multipartiste. Ce qui aurait l'avantage d'offrir à la fois l'illusion d'un changement et une porte de sortie pour le dictateur archi-usé. Mais cette opération de contre-feu rencontre des difficultés.

Mobutu, même s'il a admis le principe du multipartisme à la fin de 1990, refuse en fait de céder la place, même de partager simplement son pouvoir avec les partis d'opposition qui sont apparus. A ces partis comme à la fraction de la hiérarchie ecclésiastique qui s'est désolidarisée de lui, il oppose une résistance systématique, au point aujourd'hui de faire tirer dans le tas contre les fidèles qui les suivent, bibles et chapelets à la main.

Moyennant quoi, les représentants au Zaïre des Etats-Unis, de la Belgique et de la France se sont bornés le 17 février à solliciter poliment une audience au dictateur pour lui présenter la nécessité de reprendre les séances de parlottes sur la "démocratisation"... !

Car le fond du problème, c'est que les dirigeants des puissances impérialistes ont en fin de compte bien besoin de ce Mobutu, comme de ses semblables de par le monde. Même s'il arrive que ceux-ci, jouant leur propre jeu, dérangent quelque peu leurs plans. Car, contre les masses pauvres, qui ne s'en tiendront peut-être pas toujours à aller au massacre en chantant des cantiques, ils trouvent eux aussi finalement un recours dans leurs capacités de répression.

Et Mobutu, en cherchant à faire le vide autour de lui, œuvre sans doute surtout dans le but de se rendre indispensable, de ce point de vue, aux yeux de ses maîtres.

Christiane LE GUERN

Henriquet/GAMMA

Soldat et émeutiers à Kinshasa en Septembre 1991

Côte d'Ivoire

HOUPHOUËT SORT LE FOUET

A l'issue d'une manifestation organisée à Abidjan le 18 février par les partis d'opposition au régime du président Houphouët-Boigny, un certain nombre de dirigeants de ces partis ont été arrêtés, *"pris en flagrant délit de destruction"*, selon les mots du Premier ministre. Parmi eux Laurent Gbagbo, leader et député du principal parti d'opposition au régime, le Front Populaire Ivoirien.

L'origine de l'actuelle vague de protestation remonte au 29 janvier lorsque, suite au rapport d'une commission d'enquête sur les exactions des militaires contre les étudiants de l'université d'Abidjan en mai dernier, le régime avait cyniquement apporté sa caution aux dirigeants de l'armée.

Depuis, grèves estudiantines et manifestations se sont succédé avec l'appui et la participation d'une partie de l'opposition. Dès les premiers jours, le régime a réagi en fermant pour quelques jours l'université d'Abidjan. Une semaine plus tard, Martial Ahipeaud, leader de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte-d'Ivoire qui était illégale depuis juin 1991, était arrêté. Et maintenant, c'est donc à son principal rival dans l'opposition qu'Houphouët-Boigny s'attaque, prenant comme prétexte la mise à sac par les manifestants du palais de Justice de la capitale.

La prétendue "démocratie" ivoirienne, souvent citée en exemple par les nombreux amis d'Houphouët-Boigny dans la classe politique française, est donc en train de se lézarder de plus en plus. Le temps de "l'ouverture démocratique" marquée par les élections pluralistes de la fin de l'année 1990 semble bien révolu. Ou plutôt, c'est la réalité du régime, qui, elle, n'a jamais changé, qui réapparaît aujourd'hui au travers de la répression.

Restent les milliers d'opposants, de jeunes, qui ont montré leur colère dans ce mouvement de protestation. Il n'est pas dit que, cette fois-ci, les méthodes du dictateur Houphouët-Boigny suffisent à les contenir.

F.R.

AFP

Manifestations de l'opposition en juin dernier

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995